

Éditorial

L'Ukraine, l'Europe et l'Histoire...

Une des (nombreuses) questions que suscitent les récents événements en Ukraine pourrait se formuler comme suit : comment une contestation populaire légitime contre un régime manifestement corrompu, au sein d'un pays au bord de la faillite, a-t-elle pu se muer aussi rapidement et aussi brutalement en un conflit aux apparences quasi interethniques opposant les partisans d'un nationalisme ukrainien « dur » à la minorité russophone, coupable aux yeux des premiers d'avoir constitué le socle du pouvoir aujourd'hui déchu ?

Au-delà des jeux géopolitiques et géostratégiques auxquels semblent se livrer, selon leurs intérêts divers et avec les conséquences potentielles que l'on sait, les différents acteurs mondiaux sur le terrain ukrainien, d'autres interrogations mériteraient également d'être formulées. Pourquoi, par exemple, l'une des premières propositions du Parlement post-révolutionnaire de Kiev fut-elle l'abrogation de la loi de 2012 autorisant l'attribution du statut officiel de langue régionale à toute langue utilisée par plus de 10% des habitants d'une région (le russe, dans la majorité des cas, mais aussi le hongrois) ? Cette proposition, qui ne pouvait que mettre le feu aux poudres, a fort heureusement été bloquée par le président intérimaire de la Rada.

Un élément de réponse se trouve sans nul doute dans la composition du gouvernement révolutionnaire provisoire issu de l'insurrection de février dernier. Car, si l'on se penche sur celle-ci, que constate-t-on ? Sur dix-neuf membres, au moins six font partie ou sont assimilés au parti ultranationaliste et néofasciste Svoboda (10% aux dernières législatives), anciennement baptisé Parti Social-Nationaliste d'Ukraine et dont les diatribes russophobes, racistes et antisémites se sont multipliées ces dernières années. En juillet dernier, ce même parti commémorait le 70e anniversaire de la création de la division SS Halychyna qui combattit sur le front russe aux côtés de l'armée allemande¹.

D'où cette interrogation plus grave encore : est-il opportun pour l'Union européenne d'apporter son soutien à un gouvernement dont bon nombre de portefeuilles importants (Défense, Sécurité, Économie, Éducation ou encore Agriculture) sont aux mains de personnalités issues ou proches de partis et mouvements aux affinités néonazies plus ou moins assumées ? Nous avons déjà eu l'occasion de déplorer une telle attitude en Grèce, avec l'entrée du parti LAOS au gouvernement grec en novembre 2011². Les temps où une levée de boucliers accompagnait l'annonce de l'arrivée au pouvoir du FPÖ autrichien de Jorg Haider semblent décidément bien lointains.

À l'heure où diverses poussées régionalistes et autonomistes donnent de la voix un peu partout en Europe (voir ci-contre), où les sondages et résultats électoraux – à l'instar des récentes municipales françaises – confirment la montée de partis populistes et xénophobes aux programmes plus ou moins policés, où les politiques d'austérité se poursuivent çà et là, où l'immigration se retrouve de plus en plus criminalisée, l'Union européenne semble avoir perdu ses repères.

L'écrivain et philosophe italien Antonio Gramsci (1891-1937) considérait que la faiblesse principale de l'État italien était que son unification – le Risorgimento – s'était effectuée par le haut, entre la dynastie régnante des Savoie et les classes dominantes mais sans le peuple. Peut-être est-ce là également le péché originel du projet européen ? Les prochaines élections européennes seront sans doute déterminantes pour l'avenir du projet en question. ••

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

¹ Voir à ce sujet : Louis MONNIER, « J'ai vu l'autre Ukraine, celle qui célèbre les SS et crimes nazis », *Le Plus/Le Nouvel Observateur*, 3 décembre 2013. Disponible sur : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/980272-ukraine-j'ai-assiste-a-une-commemoration-d-une-division-ss-une-autre-realite-du-pays.html>
² Voir notre éditorial « Dissonance cognitive ou résistance ? » in *Aide-mémoire* n°66, octobre-décembre 2013.



Statue de William Wallace à Aberdeen, en Écosse

Quel avenir pour les régions en Europe ?

Par **Pierre Meurens**

Le 25 mai 2014 est une date importante dans le calendrier politique belge mais il l'est tout autant dans les calendriers des vingt-huit États membres de l'Union européenne. Les électeurs sont, en effet, appelés à renouveler le parlement européen qui aura, pour la première fois de son histoire, la capacité de choisir le nouveau président de la Commission européenne.

Le 25 mai, un nouvel hémicycle européen aura été mis en place, ainsi aurons-nous une indication de la direction que prendra l'Union pour les cinq prochaines années. Cette élection revêt un caractère particulièrement important : la crise économique a affecté énormément de citoyens-électeurs et ceux-ci se sont tournés, parfois avec vigueur, vers des partis extrémistes remettant en cause l'acquis européen. Parmi ces forces politiques prônant le repli sur soi et le nationalisme, on retrouve des partis souhaitant plus d'autonomie voire l'indépendance de leur région : les partis régionalistes. Ces derniers ont acquis une visibilité très

importante suite aux manœuvres référendaires des formations politiques catalanes et écossaises (le referendum sur l'autodétermination de l'Écosse est prévu le 18 septembre 2014 alors que celui prévu en Catalogne prendrait place le 9 novembre de la même année). Les élections européennes donneront donc le ton dans l'optique des deux referenda. Le présent article propose un rapide tour d'horizon des ces partis, leur poids, leurs ambitions et les conséquences de leurs discours sur la politique nationale et européenne.

> suite p.6-7

Le Mouvement citoyens genevois entre au gouvernement

Par **Sébastien Chazaud**, historien

Dans le précédent numéro de la revue *Aide-mémoire*, nous évoquions l'émergence en Suisse d'un nouveau parti au discours populiste : le Mouvement citoyens genevois. Depuis, son succès semble se confirmer et une alliance avec l'Union démocratique du centre (UDC) se dessiner.

Dimanche 10 novembre 2013 a eu lieu le second tour de l'élection du Conseil d'État, le gouvernement genevois. Un des candidats du Mouvement citoyens genevois (MCG), l'avocat Mauro Poggia, est le dernier élu, avec sa septième position. Rappelons qu'à l'occasion de cette élection, le MCG s'est allié à l'Union démocratique du centre (UDC). Le second candidat du MCG, Eric Stauffer, et la candidate de l'UDC, Céline Amaudruz, terminent aux dernières places de cette élection. Mauro Poggia, dont nous avions décrit le profil plus modéré que ceux de ses deux colistiers¹, s'est nettement détaché en étant moins biffé qu'eux et davantage ajouté sur les bulletins de la gauche mais également de la droite et hors partis².

L'alliance entre le MCG et l'UDC va-t-elle durer ? Eric Stauffer avait été soutenu par l'UDC lors de l'élection partielle du Conseil d'État en juin 2012. Quelques mois plus tard, le MCG soutenait un candidat UDC pour le Conseil administratif (exécutif) de la Ville de Genève³. Avec l'élection de Mauro Poggia, l'alliance, qui a pris le nom de « Nouvelle force », tient son premier succès. D'après le politologue Pascal Sciarini, interrogé par le quotidien *Le Temps*, les difficultés pourraient venir des leaders des deux formations : « Ce sont des gens imprévisibles, avec de gros ego⁴ ». Le député libéral-radical (droite) Pierre Weiss, de son côté, mise plutôt sur des divergences idéologiques entre ce qu'il appelle « l'UDC nationale-conservatrice et le MCG cantonal-socialiste⁵ ».

> suite p.6-7

Chers lecteurs,

Vous avez été en contact à un moment ou un autre avec la Médiathèque des Territoires de la Mémoire, vous y êtes venus pour emprunter ou consulter de la documentation en lien avec les thèmes que nous développons : génocides, camps de concentration ou d'extermination, idéologie liberticide, racisme, citoyenneté, démocratie, etc.

Nous tenions à vous informer que dorénavant nous nous appelons Bibliothèque George Orwell – en hommage à cet immense auteur anglais engagé dans la Guerre d'Espagne et opposant à tous les totalitarismes – et que nous avons déménagé à la Cité Miroir, 22 Place Xavier Neujean à Liège.

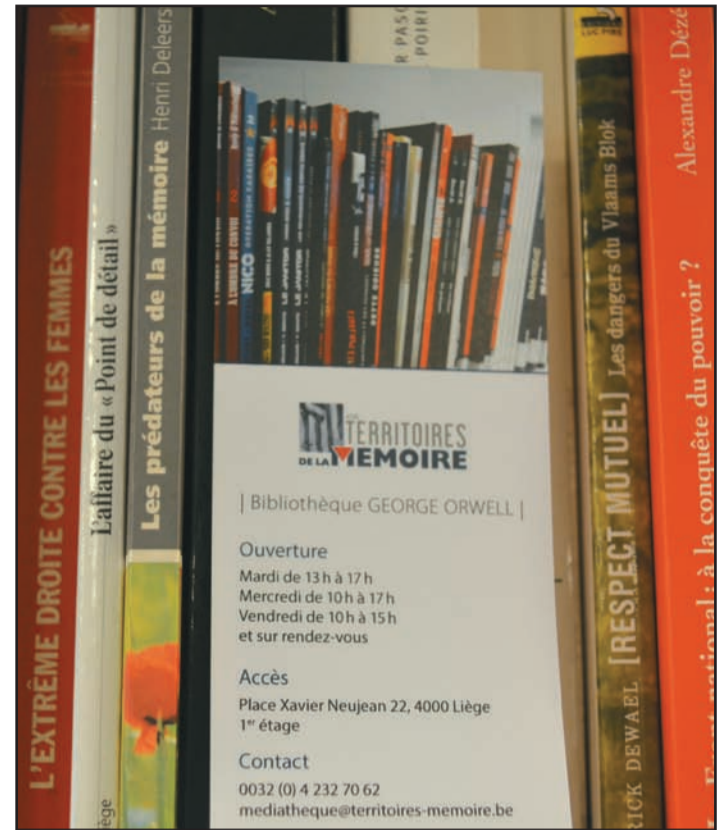
Nos heures d'ouverture ont également été modifiées : mardi de 13h à 17h, mercredi de 10h à 17h et vendredi de 10h à 15h ou sur rendez-vous (04.232.70.62, mediatheque@territoires-memoire.be).

Notre fonctionnement, quant à lui, n'a pas changé, vous pourrez toujours consulter sans conditions les documents mis à votre disposition. Pour les emprunter, vous devez néanmoins être membre de l'asbl Les Territoires de la Mémoire (10 euros par an, 5 euros pour les étudiants).

Des informations supplémentaires sont disponibles à la page www.territoires-memoire.be/bibliotheque.

En espérant vous revoir bientôt dans nos nouveaux locaux, recevez, chers lecteurs, nos meilleures salutations.

Jérôme Delnooz, délégué
Michel Recloux, coordinateur
Bibliothèque George Orwell
Les Territoires de la Mémoire
04.232.70.62
Cité Miroir - 22 Place Xavier Neujean - 4000 Liège



Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

Devenir membre,
un acte citoyen...

Inscrivez-vous sur www.territoires-memoire.be/membre

2013, du Boulevard d'Avroy à celui de la Sauvenière...

ASBL TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE
CENTRE D'ÉDUCATION À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

Boulevard d'Avroy 88
 B-4000 LIÈGE
 Tél. +32 (0) 4 232 70 60
 Fax +32 (0) 4 232 70 68
mediatheque@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

« Populisme et extrême droite en Europe : Vieux visages, nouveaux discours »

Colloque à la Cité Miroir-Sauvenière, 8 mai 2014

Le centre d'études « Démocratie » de l'Université de Liège et l'ASBL Les Territoires de la Mémoire organisent, le 8 mai 2014, une journée de colloque à destination d'un large public composé tant d'académiques et de chercheurs que de journalistes, d'avocats et de travailleurs de terrain. Cet événement examinera l'histoire récente et les changements actuels dans le discours de l'extrême droite européenne depuis le 11 Septembre, avec une attention particulière portée sur l'Islam en tant que question devenue centrale pour plusieurs partis politiques.

L'évolution de ces partis extrémistes vers des discours davantage en phase avec la démocratie et les valeurs libérales peut, dans une certaine mesure, s'expliquer par l'opportunité offerte par la « menace » islamique de transformer le discours raciste et xénophobe classique à l'égard des musulmans en une nouvelle rhétorique de défense de la séparation de la religion et de l'État, de l'égalité hommes/femmes et de la liberté d'expression. Toutefois, si « l'Islam » est devenu une préoccupation majeure fournissant une occasion inespérée de remplacer migrants, étrangers et Arabes par un nouveau stéréotype, des différences émergent lorsque les contextes nationaux et les dirigeants locaux sont étudiés dans une perspective comparative.

Dans le contexte des prochaines élections européennes en vue desquelles plusieurs dirigeants d'extrême droite se sont réunis et projettent la création d'un nouveau groupe à l'échelle de l'Union européenne, le colloque explorera les différentes formations politiques apparues sur la scène électorale autour de la question de l'Islam. L'intention sera de dégager et d'illustrer les similitudes et les différences entre plusieurs partis européens d'extrême droite.

Les contributeurs incluront, entre autres, spécialistes et chercheurs du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de Belgique, de France, d'Italie, d'Allemagne et de Suisse. Une traduction simultanée français-anglais et inversement est prévue pendant toute la durée des travaux.

Programme :

- **9h00** Accueil
- **9h30** Ouverture : Professeur Pascale Lecocq, Doyen de l'Université de Liège et par Madame Dominique Dauby, Présidente des Territoires de la Mémoire.
- **9h45** Introduction : Professeur Jérôme Jamin (Directeur du Centre d'études « Démocratie », Université de Liège)
- **10h00** Royaume Uni : Paul Jackson, Decoding the fantasies of the far right in the UK : the need to take extremist cultures seriously
- **10h25** France : Nicolas Lebourg, La reconfiguration des extrêmes droites françaises : néopopulisme, islamophobie et identitarisme
- **10h50** Discussion
- **11h10** Pause café
- **11h35** Italie : Andrea Mammone, The far right in Italy : from the immigrant to the banks and financial markets
- **12h00** Pays-Bas : Koen Vossen, The Dutch model. Geert Wilders as new figurehead of European national-populism.

- **12h25** Débat
- **12h45** Repas
- **13h30** Belgique (Flandre) : Benjamin De Cleen, Protecting women from 'Islamisation': a discursive perspective on the Flemish populist radical right's use of women's rights in anti-Islamic rhetoric.
- **13h55** Allemagne : Delphine Lost, Stratégies de communication de la droite radicale allemande
- **14h20** Suisse : Monsieur Sébastien Chazaud, Halte à la soumission ! Le discours de l'UDC face à l'Islam.
- **14h45** Discussion
- **15h05** Pause café
- **15h20** Nouveaux enjeux : Table ronde avec des journalistes, magistrats, avocats, travailleurs de terrain, du monde associatif, de l'éducation et d'organisations antiracistes.
- **16h00** Conclusions : Geoffrey Grandjean (Chercheur au Centre d'études « Démocratie », Université de Liège)
- **16h30** Drink de clôture
- **18h00** « Plus jamais ça ! » : Inauguration de la nouvelle exposition permanente des Territoires de la Mémoire

Mémoire à ciel ouvert : une histoire de l'Espagne 1931-1981, dans la collection « Voix de la mémoire »

Les Territoires de la Mémoire publient un ouvrage ambitieux retraçant l'histoire de l'Espagne, de la IIe République à la chute du franquisme et l'époque contemporaine.

Véritable défi pour la société espagnole, la question mémorielle se doit aujourd'hui d'être envisagée sans tabous afin de permettre aux générations à venir d'affronter avec rigueur, sérénité et courage, un passé de terreur et violence qui, depuis le coup d'État militaire de juillet 1936, déclencheur de la guerre, jusqu'à la mort du dictateur Franco et au-delà, marque le pays de son empreinte.

La guerre « civile » espagnole, un des événements majeurs du XXe siècle européen, témoigne autant de la montée des fascismes que de l'émergence des Fronts populaires : elle est le lieu où ces forces s'affrontent en une sorte de préambule à la Seconde Guerre mondiale. Le peuple espagnol a été le premier à résister au fascisme et à mobiliser les démocrates du monde entier en défense de la liberté. La dictature franquiste – une des plus cruelles et sanglantes du XXe siècle – plonge le pays dans la terreur et la misère et parvient à rester au pouvoir sous le regard étonnement complaisant des grandes puissances démocratiques.

Depuis une quinzaine d'années, on voit se développer dans la société civile espagnole une dynamique qui vise à donner à la mémoire des « vaincus » sa place dans l'histoire. Mais les avatars de la « Loi de la mémoire historique » votée en 2007 et le procès intenté au juge Garzón pour avoir voulu enquêter sur les crimes du franquisme illustrent la difficulté du pays à affronter son passé. Cet ouvrage entend contribuer à une réflexion sur la mémoire de la guerre et du franquisme et sur la place qu'elle occupe dans la société espagnole actuelle. Il parcourt un demi-siècle de l'histoire de l'Espagne, depuis la période qui précède l'avènement de la IIe République jusqu'aux dernières « convulsions » d'une démocratie retrouvée mais encore fragile.

L'histoire de l'Espagne entre 1931 et 1981 éclaire à la fois le contexte européen dans lequel se produit l'émer-

gence des fascismes et l'importance des résistances populaires et des luttes antifascistes pour la construction de l'Europe d'aujourd'hui. Elle permet également d'aborder les rapports des démocraties européennes avec les régimes dictatoriaux dans le contexte de la guerre froide, d'ouvrir le débat sur la nature du régime franquiste et de rappeler les lois et les tribunaux dont l'Europe démocratique s'est dotée pour juger génocides, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ces questions se posent aujourd'hui par rapport à d'autres pays, à d'autres guerres, à d'autres régimes de terreur, tantôt tolérés, tantôt combattus par les pays démocratiques au gré de leurs intérêts économiques ou stratégiques.

Licenciée en Anthropologie de la communication et médiation culturelle (Université de Liège) et titulaire d'un Master de recherche en Histoire (EHESS, Paris), **Maite Molina Mármol** a d'abord consacré ses recherches aux organisations de la gauche espagnole à Liège. Après avoir organisé en 2007, en partenariat avec l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, l'exposition « *Cara a España...* L'immigration espagnole en région liégeoise : histoire et mémoire des clubs Federico García Lorca », elle consacre sa thèse de doctorat à la mémoire collective et au processus de patrimonialisation de l'exil et de l'immigration espagnols en Belgique.

Traductrice, directrice de la collection « Passe-Mémoire » aux éditions ADEN, consacrée à l'histoire et à la mémoire du franquisme et des luttes antifranquistes, membre du *Foro de la Memoria de Bélgica*, **Ángeles Muñoz** s'est également attachée à rassembler l'histoire orale et illustrée des exilés espagnols en Belgique. Parmi ses dernières traductions : *Depuis la nuit et le brouillard. Femmes dans les prisons franquistes*, de Juana Doña ; *Dites-moi à quoi ressemble un arbre*, de Marcos Ana ; *Chroniques de la guerre d'Espagne*, de Miguel Hernández ; *Les enfants perdus du franquisme*, de Ricard Vinyes, Montse Armengou et Ricard Belis, tous aux éditions ADEN.



Frechal. Terre africaine au Brésil

À paraître dans la collection « Points d'enclage », un remarquable ouvrage de photographies qui retrace la vie et l'histoire d'une communauté brésilienne descendante des anciens esclaves noirs.

Intitulé *Frechal, terre africaine au Brésil*, ce livre est l'œuvre de la photographe belge Christine Leidgens qui, pendant plusieurs années, partagea l'existence de cette communauté afro-américaine qui a longtemps lutté pour la reconnaissance de ses droits, notamment sur les terres qu'elle occupe.

Frechal est ce qu'on appelle un « quilombo », c'est-à-dire un village ou une communauté historiquement formé par d'anciens esclaves. Il fut le premier quilombo à obtenir, en 1992, « sa reconnaissance juridique d'implantation effective avec la pleine propriété collective de sa terre ancestrale » (Henry Panhuys, préfacier).

À travers ses photographies, Christine Leidgens capte des instantanés de la vie quotidienne d'une communauté qui a acquis son autonomie au prix d'une longue lutte et qui perpétue la mémoire de ses ancêtres enlevés de force de leur pays d'origine pour servir de « bêtes de somme » au service du terrible système esclavagiste.



page trois



Plus
jamais
ça !

Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui.

« Plus Jamais Ça ! » ouvre ses portes

Le 8 mai 2014, jour de la commémoration de la capitulation de l'Allemagne nazie en 1945 face aux forces alliées, est la date choisie par les Territoires de la Mémoire pour inaugurer leur nouvelle exposition permanente « **Plus Jamais Ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui** ».

Inspiré de l'ancien parcours symbolique hébergé au boulevard d'Avroy mais repensé, augmenté et installé dans l'hypercentre culturel de Liège, cette exposition permanente présente par l'exemple les racines, le fonctionnement et les conséquences du projet de société inhumain du régime nazi. Le parcours dure 50 minutes et un départ est prévu toutes les demi-heures.

L'objectif est de montrer, au fil de l'exposition, la permanence de certains mécanismes car, là où les faits historiques sont le fruit de contextes, de circonstances, de liens de cause à effet toujours inédits, uniques et singuliers, le travail pédagogique de

comparaison peut en revanche se développer sur le plan des attitudes, des comportements propres à l'être humain, à nous-mêmes et donc être récurrent. C'est au travers, par exemple, de l'analyse de l'effet de masse, de la soumission à l'autorité, de la contrainte acceptée, de l'attente, de l'identification à un groupe, etc. que l'on peut être en mesure d'établir des connexions, aider à la représentation et à la compréhension, de susciter l'empathie envers les victimes. C'est notre pari pour finalement éveiller à la résistance et à la possibilité de s'engager pour résister aujourd'hui.

L'exposition permanente des Territoires de la Mémoire « **Plus Jamais Ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui** » ouvre ses portes au public les 10 & 11 mai 2014. L'occasion pour tous de découvrir gratuitement cet outil de mémoire et d'éducation citoyenne !

Le travail de mémoire peut revêtir diverses formes qui, toutes, se rejoignent dans une même volonté de transmission critique d'un passé destiné à devenir un matériau de réflexion propre à éclairer le présent. À côté des témoignages et des monographies spécialisées, l'art et la bande dessinée font partie de ces vecteurs alternatifs de transmission.

Art et démocratie

Rencontre avec Joe G Pinelli, artiste et vigie de l'Histoire.

Aide-mémoire : Vous travaillez actuellement sur un personnage nommé Heinz Von Furlau qui témoigne de son époque à travers une série de carnets. Pouvez-vous nous expliquer qui est ce personnage et d'où il vous est venu ?

Joe G Pinelli : C'est un sujet que je travaille depuis 1995, à peu près. Cela s'est mis en place tout doucement : j'étais passionné de peinture allemande expressionniste – suite à Van Gogh, ce qui est un prolongement naturel – mais aussi de musique classique allemande. J'ai commencé à dessiner autour de cela en 1995 et, la situation politique évoluant depuis 1995, le travail s'est peu à peu précisé pour arriver à concrétiser ce personnage sous la forme d'un peintre allemand qui fait ses études en France, qui est donc francophile et qui se retrouve sur le front en 1917 à bombardier ses homologues français avant de participer à la République de Weimar et de fuir le nazisme pour retourner dans les îles du Pacifique qu'il avait connues avant la guerre.

Tout ce processus de travail autour de ce personnage me permet de me servir de l'Histoire pour éclairer le présent : il y a des similitudes, des rapprochements à opérer. C'est un travail qui a plus de quinze ans, qui s'est mis en place très lentement, avec une accélération ces cinq dernières années. Ainsi, quand je me suis retrouvé récemment en voyage sur l'île de La Réunion – c'est la première fois que je voyageais aussi loin – il m'était impossible de dessiner le paysage, pourtant magnifique, dans mon cahier de croquis : je dessinais des scènes de tranchées ; j'avais toute ma documentation avec moi, ça m'habitait.

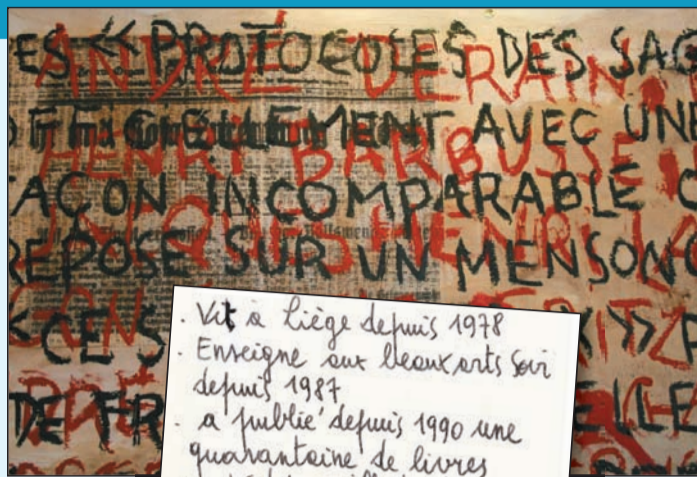
Aide-mémoire : Votre travail s'inscrit donc dans une démarche mémorielle. Quelle est-elle exactement ?

Joe G Pinelli : Il s'agit surtout ici de décrire les montées de l'extrême droite en Europe. Pour ce faire, je passe en revue les événements survenus en Allemagne depuis 1890. Je commence à peu près par Vienne, avec la prise de la mairie par l'antisémite Karl Lueger, pour finir en 1947. Or, travaillant dans une démarche plutôt solitaire, je dois lire beaucoup, ce qui me fait me rendre compte qu'il y a pas mal de similitudes entre le passé et le présent. Et c'est sur ces similitudes que je vais travailler le journal de Von Furlau. Je ne vais évidemment pas raconter qu'il se trouve en forêt pour dessiner des arbres, mais plutôt qu'il se trouve dans une rue à Berlin en 1924 et qu'il rencontre un ancien étudiant passé aux corps francs d'extrême droite. Cette situation pourrait se rencontrer aujourd'hui : les transfuges, les amis qui basculent dans l'extrémisme de droite, faut-il encore leur parler ? Voilà le type de rencontres entre le passé et le présent qui se retrouvent dans mon travail. Il y a une connexion, comme s'il y avait une atemporalité : on ne revit pas ce qu'on a déjà vécu mais il y a des similitudes, des parallèles à tracer.

En fait, l'Histoire est trop proche pour qu'on ait évolué et changé. Quand on voit l'attitude de Poutine aujourd'hui, c'est difficile de ne pas faire le rapprochement avec celle d'Hitler lors de l'Anschluss ou l'annexion des Sudètes de Tchécoslovaquie. Tout cela évoque rudement les récents événements en Crimée. Alors, oui, ceci n'est pas cela, mais le parallèle donne tout de même des frissons.

Aide-mémoire : Pourquoi avoir choisi un personnage de fiction pour évoquer ces similitudes ? Heinz Von Furlau ressemble d'ailleurs tellement à un personnage réel que certaines personnes s'y sont trompées et l'ont pris pour un personnage historique...

Joe G Pinelli : Pour ma part, je n'avais pas cette intention de le rendre réel. C'est à force d'accumuler des matériaux que le personnage a obtenu une réelle crédibilité auprès du public. Je me suis servi de plusieurs vies : celle du peintre Emil Nolde qui prend sa carte du parti nazi en 1935 mais qui, comme Von Furlau, a beaucoup voyagé dans les îles ; celle d'un autre peintre allemand, Max Pechstein, qui disparaît lui aussi dans les îles après un parcours



Joe G Pinelli expose à la librairie Livre aux Trésors, à Liège, jusqu'à la fin du mois de mai 2014, place Xavier Neujean 27A.

invraisemblable depuis le Japon. Viennent se greffer également des vies de musiciens qui ont fini en camp de concentration. Heinz Von Furlau est donc un agglomérat de plusieurs vies, d'où peut-être son aspect crédible.

Alors, pourquoi un personnage de fiction ? Sans doute parce que cela autorise une certaine liberté de manœuvre. On est dans le romanesque, donc, le personnage peut se déplacer un peu plus facilement. Et comme j'agglomère plusieurs vies en une seule, c'est forcément une vie très riche. Ceci dit, quand on lit les récits de vie de personnages réels, ceux-ci sont souvent plus forts que des fictions : la réalité est vraiment très puissante.

Aide-mémoire : Utiliser un tel personnage de fiction ne pose-t-il pas dès lors un problème d'ambiguïté ?

Joe G Pinelli : Honnêtement, je n'ai pas encore réfléchi à cette question. Actuellement, je joue sur cette ambiguïté-là, parce que

je n'ai pas le choix. Lors d'interviews précédentes, les différents collègues avec lesquels j'ai travaillé autour de Von Furlau ont d'emblée reconnu que le personnage était inventé, que c'était une histoire fautive que l'on racontait. Je ne pouvais donc pas, à ce moment-là, les contredire. Mais je trouve que l'ambiguïté peut être utile, génératrice de récits et de questions. Ce que je dis actuellement quand on m'interroge là-dessus, c'est que l'on peut douter de l'inexistence de Von Furlau. C'est la pirouette que j'ai trouvée.

Maintenant, je ne suis pas dans le reportage avec Von Furlau, que ce soit dans la bande dessinée ou dans le journal. D'une manière générale, je ne suis pas à l'aise avec le reportage en bandes dessinées. Bien sûr, il y a les figures de proue, comme Joe Sacco, qui font un excellent travail, mais cette démarche m'interpelle. Car, dans un reportage de Joe Sacco, il y a forcément une mise en fiction, une mise en récit qui est nécessaire et qui a pour effet que nous ne sommes plus dans le reportage mais dans la bande dessinée, avec ses gros nez et ses phylactères. Bien sûr, cela nous permet de nous impliquer davantage en tant que lecteur, l'identification est plus immédiate, mais cela m'interroge. C'est une autre forme d'ambiguïté.

Aide-mémoire : Ce recours à la fiction n'est-il pas une forme de storytelling ? Pour que cela plaise au public, par exemple ?

Joe G Pinelli : Non, je m'inscris avant tout dans une démarche pédagogique et de transmission vis-à-vis du public, pas dans cette forme de diktat qui veut que cela plaise au public et qui s'assimile finalement à une forme de censure. Ce qui n'empêche pas une volonté de séduire. Les carnets de Von Furlau que je compose actuellement sont le matériau brut qui va me permettre par la suite de romancer toute cette histoire dans une forme plus « grand public », effectivement, où il y aura certes une volonté de séduire, mais aussi et surtout une volonté de transmettre un message. Actuellement, la bande dessinée permet cela : c'est un outil extraordinaire pour communiquer dont on ne se sert pas assez. On s'en sert essentiellement pour produire des séries amusantes ou divertissantes, mais si l'on veut l'utiliser de façon utile, c'est un très bel outil qui touche facilement des milliers de lecteurs.

Aide-mémoire : Parallèlement, vous exposez actuellement une série de panneaux représentant, entre autres, des noms d'artistes allemands, placardés d'extraits de Mein Kampf. Une autre démarche mémorielle ?

Joe G Pinelli : Il faut que j'explique la mise en place de ce travail, qui s'organise par strates. C'est du grand papier, du grand format visible de loin, que j'étales par terre dans les endroits où je vis (chez moi ou aux Beaux-Arts où j'enseigne) afin que les gens marchent dessus et y laissent leurs traces. Une fois les traces recueillies, ces papiers sont affichés et j'y colle des extraits de journaux allemands d'époque qui relatent des faits tels que, par exemple, l'assassinat de Rosa Luxembourg, des faits qui rappellent le piétinement. L'étape suivante est d'écrire un maximum de noms d'artistes allemands, si possible de gauche, comme autant de traces qui viennent se superposer au piétinement. Tout cela est ensuite éradiqué, dès 1923, par l'emprisonnement d'Hitler et le discours de haine qui en résultera par l'entremise de Mein Kampf. Sur les trois passages que j'ai sélectionnés par hasard, deux sont encore extrêmement porteurs aujourd'hui, c'est quasiment le discours de Dieudonné. C'est ce que j'ai sur-imprimé sur les noms, parce que cette haine efface les noms, elle efface l'art.

Dans une prochaine étape, ce message de haine insupportable est destiné à être recouvert par les visages de soldats allemands. Je suis en train de dessiner chaque visage, jour après jour, avec la volonté d'en faire une centaine. Ça sera la dernière couche...

Un entretien réalisé par Michel Recloux, Jérôme Delnooz et Julien Paulus ••

La censure : une histoire, des réalités¹

Par Jérôme Delnooz

La censure est la limitation arbitraire ou doctrinale de la liberté d'expression de chacun. Elle passe par l'examen du détenteur d'un pouvoir (étatique ou religieux par exemple) sur des livres, journaux, bulletins d'informations, pièces de théâtre et films, etc. – et – ce avant d'en permettre la diffusion au public (censure *a priori*, en amont ou dite préventive) ou après cette diffusion (censure *a posteriori*, en aval). D'une manière générale, il s'agit d'un acte institutionnel ayant pour but d'éliminer les éléments discursifs hostiles et de rendre les discours sociaux et ceux des locuteurs conformes à l'idéologie dominante. Elle est alors un instrument du pouvoir autoritaire qui agit sur les individus.

La censure adopte de multiples visages en s'exprimant à travers des mesures répressives diverses (culturelles, esthétiques, linguistiques, etc.). Il est possible d'établir une classification de ces différentes formes d'atteinte à la liberté d'expression.

Typologie de la censure

Une première distinction peut être opérée entre, d'une part, la « censure directe », et d'autre part la « censure indirecte ». La première pourrait être qualifiée de censure officielle. La répression engendrée est tangible et les effets de celle-ci sont immédiatement perceptibles. Souvent, elle se veut l'instrument d'un pouvoir institutionnel qui peut être politique ou religieux (ou les deux à la fois). Cette catégorie comprend la censure d'État, mais également toutes les restrictions à la liberté d'expression régies par la morale ou la philosophie. Après avoir impulsé la promulgation de lois liberticides, l'autorité politique confie au système judiciaire l'essentiel du contrôle des informations publiées ainsi que la prérogative de sanction. Un organe spécifique de censure vient habituellement compléter l'arsenal juridique (par exemple, un comité de lecture).

La deuxième forme de censure se veut plus indirecte, sans l'entremise d'un appareil répressif clairement identifié, et agit de manière plus insidieuse. Le cas de la censure sociale vient immédiatement à l'esprit. Certains intellectuels ont approfondi cette question et ont su mettre en lumière de véritables mécanismes « invisibles » ou « structurels » intervenant dans la logique de censure. Par exemple, pour Antonio Gramsci, l'« hégémonie culturelle » des classes dominantes leur permet d'avoir une emprise sur les représentations culturelles, et de transmettre au plus grand nombre (soit les dominés) leur vision du monde de manière unilatérale voire comme allant de soi (« fabrique du consentement »)². À travers des outils hégémoniques (école, médias de masse, culture populaire), les valeurs telles que le consumérisme, le nationalisme, l'ascension sociale, l'individualisme de compétition et de réussite personnelle, etc. deviennent l'unique modèle à suivre. Dans un ordre d'idée assez convergent, le sociologue Pierre Bourdieu a recours au concept de « domination culturelle » et adosse à celui-ci le principe de « censure structurelle » : de manière inconsciente et involontaire, les individus structurent leurs discours (ou la mise en forme de valeurs) en fonction de leur place dans la société, de leur position dans le champ social³. La marge de manœuvre de l'expression de l'individu en est sensiblement réduite. Un autre penseur français, Roland Barthes, soutient que toute signification est empreinte de l'idéologie dominante et que, dans cette perspective, la vraie censure du discours est celle qui porte le locuteur à tenir le propos que l'on attend de lui, à se soumettre à une attente normative qui prendra la forme dans le texte, d'idées reçues, de pensées banalisées qui seront comme l'expression de la soumission du discours à l'ordre dominant⁴. Du point de vue du langage, la « censure invisible », selon le romaniste Pascal Durand, conditionne les personnes à utiliser des termes généralisés (au détriment d'autres) qui ferment notre horizon sémantique et évacue du champ de la pensée des pans entiers de la réalité⁵. La tendance est par conséquent au lissage, à l'« euphémisation généralisée » et à l'occultation de certaines réalités (inégalités sociales, injustices, etc.).

En plus de ces deux classifications principales, il est une censure dite « économique » se situant entre les deux acceptions, et à la mise en œuvre presque semi-directe. Elle est due notamment à la concentration des entreprises – qui débouche sur la constitution de monopoles parfois emmenés par des grands groupes financiers, et dans lesquels les acteurs culturels ne pèsent pas bien lourd –, au mode de production industrielle (standardisation des objets), à la dépendance vis-à-vis des annonceurs, à la rationalisation exacerbée et au calcul prévisionnel de rentabilité qui limite l'innovation et la diversité de création. Par ailleurs, l'ensemble des pressions externes implicites ou explicites contraignent parfois les agents (par exemple d'une institution culturelle) à s'autocensurer dans leur production. Ce mécanisme, reposant majoritairement sur la crainte, peut se révéler aliénant à plus d'un titre. Enfin, à côté des censures connotées négativement, certains observateurs distinguent une censure qualifiée de « positive ». Une telle démarche se retrouverait par exemple dans la signalétique pour les films promue par le CSA à des fins de prévention (divisions des programmes en fonction des tranches d'âge visant à protéger les enfants de contenus pornographiques et violents).

Approche historique : la censure dans le monde éditorial et les bibliothèques

Pour débiter, il est intéressant de se pencher sur les fondements de ce verrouillage expressif dans les livres. Pourquoi de telles mesures ? La question est complexe, mais plusieurs pistes peuvent

être avancées. Marie Kuhlmann, sociologue à l'Université Paris XIII, souligne que « depuis que l'écriture existe, depuis que les bibliothèques existent, les hommes ont craint les effets que les textes pouvaient produire sur leurs lecteurs⁶ ». Dans la même optique, Anton Ridderstad mentionne que les appareils idéologiques d'État sont tous convaincus de l'impact de la littérature sur les âmes. Le livre est « un moyen de changer la société – du moins les auteurs et les autorités totalitaires en sont persuadés⁷ ». Et cela peut représenter un danger pour le système établi. Pour se prémunir de ces dérives libertaires, le pouvoir en place organise une répression au moyen de la censure. Le contrôle de la circulation des livres s'articule autour de trois moments, eux-mêmes liés à trois instances distinctes : censure à la source (au niveau des éditeurs), à la parution (censures d'État, administratives et judiciaires), à la diffusion (bibliothèques et librairies).

En occident, la surveillance des écrits commence à véritablement se formaliser au début de l'ère chrétienne. Pendant longtemps, la publication de livres est soumise de *facto* à l'approbation des officialités ecclésiastiques. Au Moyen Âge, *Gargantua et Pantagruel* de Rabelais sont ainsi plusieurs fois fustigés, mais aussi les travaux de scientifiques tels que Galilée ou Copernic. Dès la fin du XVI^e siècle, avec l'émergence des monarchies nationales modernes, et parallèlement au développement de l'imprimerie et à la diffusion de la Réforme, la censure devient une affaire d'État. Impulsée à cette époque, la censure royale se développe en France aux siècles suivants (XVII^e-XVIII^e siècles). « L'affaire des placards » sous François I^{er} (1534) constitue un des premiers exemples marquants de cette époque. En 1537, le dépôt légal des livres à la bibliothèque du roi est institué. Quelques années plus tard, en 1566, un autre acte législatif conditionne la publication des nouveaux livres à l'octroi d'un privilège royal scellé par grand sceau. Dans un premier temps, le Parlement et le pouvoir royal associent les autorités religieuses à la censure, mais elle est sécularisée par Richelieu (édit de 1629) et davantage codifiée au siècle suivant (Code de la librairie, 1723). Durant le siècle des Lumières, les auteurs ou imprimeurs d'ouvrages contraires à la religion ou l'autorité royale demeurent passibles de sanctions sévères voire de la peine capitale. Après l'interdiction d'œuvres de Jean de La Fontaine, l'obscurantisme touche le marquis de Sade, Voltaire, Denis Diderot, Jean-Jacques Rousseau, etc.

Abolie par la Révolution (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789), la censure répressive réapparaît rapidement sous la Terreur, le Directoire et surtout à l'époque impériale. Mais désormais elle vise principalement la presse. Après moult dispositions législatives (les suspensions et les rétablissements se succèdent), la liberté de la presse et du livre n'est définitivement consacrée que par la loi de 1881⁸.

La censure à l'époque contemporaine

L'examen des cas de censure au cours du XX^e siècle démontre que le phénomène n'a pas suivi une évolution linéaire, mais a connu des moments de haute et de basse intensité. Dès 1914, le processus reprend de la vigueur pendant la Première Guerre mondiale. Des livres sont interdits et la presse voit ses marges de manœuvre sensiblement restreintes. Après une accalmie, les mesures liberticides reprennent de plus belle à l'aube des années 1940, comme par exemple sous le régime autoritaire de Salazar au Portugal où des livres sont retirés des étagères des bibliothèques et remplacés par des morceaux de bois.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe en reconstruction n'échappe pas aux démarches de censure, même si les dérives liberticides diminuent⁹. Le 16 juillet 1949, la loi relative aux publications destinées à la jeunesse est votée par le parlement français. Elle énonce clairement une interdiction de présenter « sous un jour favorable le banditisme, le mensonge, le vol, la paresse, la lâcheté, la haine, la débauche ou tous les actes qualifiés de crimes ou délits de nature à démoraliser l'enfance et la jeunesse ». Le ministère de l'Intérieur se voit conférer le pouvoir d'agir sans délais par l'intermédiaire de la Brigade mondaine et de retirer un ouvrage de la circulation. Cette disposition légale, fortement moralisatrice et orientée principalement contre les productions culturelles américaines¹⁰, a été promue par les communistes français, les catholiques et des organisations se qualifiant « gardiennes de la morale » (Ligue Française pour le relèvement de la moralité publique, etc.).

La guerre d'Algérie, qui survient quelque temps après, est synonyme d'un durcissement significatif des restrictions à la liberté d'expression. En toile de fond de ce conflit sanglant, la guerre froide exacerbe les luttes idéologiques. L'écrit devient un enjeu essentiel, et par extension les modes de diffusion au plus grand nombre aussi. Le Parti communiste français qui se trouve alors dans une période d'isolement et de soumission à la politique de Moscou, compose des fonds de bibliothèques publiques extrêmement orientés. Les municipalités rouges des années 1950 s'engagent dans ce qu'elles appellent les « batailles du livre ». Impulsées par l'Union soviétique dans l'ensemble de l'Europe, leur objectif est de faire lire les « bons livres ». Pour ce faire, des ouvrages à emprunter sont mis en avant et d'autres ignorés. Évidemment, il existe une censure en miroir. Dans beaucoup de municipalités de droite, l'*Humanité*, les ouvrages de tendances communistes, socialistes, tiers-mondistes et antiracistes sont introuvables. Cette dynamique se renforce au cours des années 1980. Plusieurs autorités de tutelle de droite,

élues dans d'anciens bastions communistes, règlent leurs comptes avec le Parti par bibliothèques interposées.

En 1995, le Front National est élu dans trois villes du Sud de la France : Orange, Marignane, Toulon. Deux ans plus tard, c'est au tour de Vitrolles. Dans leur politique de gestion, les mandataires frontistes considèrent moins les bibliothèques comme des services publics que comme « des lieux de propagande et de guerre ». Certains élus exercent, d'une part, des sanctions directes sur les livres et la presse, leur ôtent toute visibilité, retardent les commandes, ou vont jusqu'à refuser des achats. D'autre part, les collectivités locales imposent l'achat de centaines d'ouvrages d'extrême droite, mais aussi de journaux tels que *Présent*, *National-Hebdo*, *Rivarol*. Dans les politiques d'acquisition, plusieurs thématiques sont censurées, parmi lesquelles l'homosexualité ou même la psychanalyse (des membres du FN s'insurgent d'ailleurs de la présence d'ouvrages de Sigmund Freud).

En 2001, une publication fait beaucoup parler d'elle en France. *Vos papiers ! Que faire face à la police ?*, écrit par le juge Clément Schouler, membre du Syndicat de la magistrature, est menacé de censure par le ministère de l'Intérieur. Ce dernier décide d'ailleurs d'attaquer en justice l'auteur, l'éditeur Michel Sitbon et le caricaturiste Placid pour diffamation et injure publique. Est particulièrement visée la phrase selon laquelle « les contrôles au faciès, bien que prohibés par la loi, sont non seulement monnaie courante mais se multiplient ». L'affaire connaît de multiples rebondissements avant de se clôturer par une relaxe en 2009. En 2001 également, aux États-Unis et au Canada, la série des ultra-médiatiques livres *Harry Potter* subit les foudres de mouvements chrétiens qui assimilent l'œuvre de J.K. Rowling à une apologie de la sorcellerie. Le lobbying aboutit à l'interdiction de ces livres dans certaines bibliothèques et écoles. Ce style de censure morale et philosophique ne s'estompe définitivement pas. En attestent les récentes pressions exercées par des extrémistes sur des bibliothécaires en France¹¹. Ces groupuscules sont liés au « Printemps français » hostile au mariage gay et qui dénonce une supposée « théorie du genre » qui serait enseignée dans les écoles à travers les ouvrages fournis aux enfants. Afin de combattre ce qu'ils appellent les « bibliothèques idéologiques », ils se rendent dans les bibliothèques de lecture publique, intimident les personnels, les somment de se justifier sur leur politique d'acquisition, fouillent dans les rayonnages avec une obsession particulière pour les sections jeunesse, et exigent le retrait de la consultation de tout ouvrage ne correspondant pas à la morale qu'ils prétendent incarner.

Conclusion provisoire

Même s'il ne se veut pas exhaustif, ce panorama historique a permis de mettre en évidence les grandes lignes évolutives du phénomène de censure dans les écrits francophones. Il rend compte aussi de sa persistance et de sa capacité à se maintenir à travers le temps. Depuis la fin des conflits dans les sociétés occidentales, la censure est parvenue à s'actualiser en adoptant d'autres modes d'application. La baisse du nombre de cas visibles, la discrétion et l'emballage libéral dont la censure s'entoure ne doivent pas occulter le fait qu'elle reste encore opérante de nos jours. Et elle n'est pas uniquement le produit de dérives extrémistes. Aujourd'hui, les dispositifs liberticides les plus puissants découlent davantage du conformisme idéologique et renvoient aux fameux « mécanismes invisibles ». Dès lors, comme l'avance Francis Langevin en se référant aux travaux de Pascal Durand et d'autres chercheurs : « D'une censure voyante et organisée, au sein de laquelle les censeurs sont bien identifiés et usent d'autorité, elle semble s'être mutée en une censure discrète et en apparence sans concertation, implicite au point de n'être pas immédiatement perceptible¹². »

1 Cet article est extrait d'un dossier à paraître dans le cadre du projet « Bibliothèque insoumise » des Territoires de la Mémoire

2 GRAMSCI, Antonio, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996.

3 BOURDIEU, Pierre, *La Distinction*, Paris, Minuit, 1979. Et du même auteur : *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éd. Le Seuil, 2001.

4 BARTHES, Roland, *Mythologies*, Seuil, Paris, 1957.

5 DURAND, Pascal, *La Censure invisible*, Arles, Actes Sud, coll. « Un endroit où aller », 2006.

6 KUHLMANN, Marie, « Élus et bibliothécaires aux prises avec la censure », dans *ADBDP : Association des directeurs de bibliothèques départementales de prêt*, [en ligne], <http://www.adbdp.asso.fr/spip.php?article516>

7 RIDDERSTAD, Anton, « L'édition française sous l'Occupation (1940-44) » dans *Romans Forum*, XVI, n°2, 2002, p. 697.

8 Cette mesure législative renferme néanmoins une contradiction. Si d'un côté, elle garantit la liberté d'expression, de l'autre, en fixant un cadre légal, elle en limite l'exercice et incrimine certains comportements de presse.

9 Le cas, très spécifique, de la censure durant la Seconde Guerre mondiale sera développé dans un prochain article.

10 Même si le courant *underground* lié à la contre-culture en est encore à ses balbutiements, les comics américains importés présentent des thématiques dérangeantes : sexe, violence, politique.

11 Une trentaine de bibliothèques publiques auraient fait l'objet de telles tentatives de censure.

12 LANGEVIN, Francis, « Compte rendu du livre "La censure de l'imprimé" de Pascal Durand, Pierre Hébert, Jean-Yves Mollier et François Vallotton », dans *Lettres québécoises : la revue de l'actualité littéraire*, n° 124, 2006, p. 54.



La Belgique, laboratoire de l'Europe... aussi pour l'Europe des régions ?

La triple élection belge de mai 2014 agite le monde politique bien au-delà de nos frontières. Le score de l'Alliance Néo-flamande (N-VA) est attendu par bon nombre de journalistes et analystes politiques à travers l'Europe. Pour beaucoup, le pays est au bord de l'éclatement et la Flandre pourrait bien devenir une nation indépendante au sein de l'Union européenne plus rapidement que prévu. En effet, selon les statuts du parti, la volonté est de réaliser une « République de Flandre indépendante et membre d'une Union européenne démocratique¹ ». Le confédéralisme serait l'étape ultime pour concrétiser le rêve des nationalistes flamands. L'indépendance du pays va donc de pair avec une intégration européenne. Ce point de vue est également partagé par le *Vlaams Belang*, à une nuance près. Ici, le parti se positionne clairement contre la création d'un État fédéral européen. Pour eux, la souveraineté flamande n'est pas un vain mot. La coopération économique européenne a apporté énormément aux pays de l'Union mais le projet politique, l'Europe fédérale, réduirait selon eux la Flandre à un contributeur pour les pays pauvres².

En résumé, l'intégration européenne est, pour les partis nationalistes flamands, un passage obligé dans l'histoire de la Flandre mais une question reste en suspens : quelle Europe ? La question reste posée au vu des positions respectives de la N-VA et du *Vlaams Belang*.

Espagne et Royaume-Uni : des majorités dans la minorité

La Belgique est un cas particulier dans le jeu institutionnel car le pays est composé de deux grandes communautés (et une plus petite trop souvent oubliée). Ailleurs, le nombre de régions (au sens large du terme) est plus significatif. Cela modifie les implications politiques des partis régionalistes. Il arrive que dans certains pays, des partis autonomistes ou indépendantistes soient minoritaire dans les hémicycles nationaux mais majoritaires dans les parlements régionaux. Ce cas de figure se présente au Royaume-Uni et en Espagne.

Au Royaume-Uni, une seule des assemblées est dominée par des forces indépendantistes : l'Écosse. Le Parti national écossais (*Scottish National Party*, SNP) possède la majorité absolue (67 sièges sur 129) au parlement écossais alors qu'à la Chambre des communes,

le parti n'obtient que six sièges (sur les 650 que compte le parlement). Le nationalisme est présent dans les autres assemblées de la Frange celtique (*Celtic fringe*). Au Pays de Galles, 11 sièges sur 60 sont acquis aux indépendantistes. Enfin, en Irlande du Nord, le cas est plus particulier : 43 sièges sur 108 ont été obtenus par des partis souhaitant la réunion des deux Irlande au sein d'un État indépendant (56 membres souhaitent le maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni et 9 sont neutres)³.

En Espagne, trois régions (Communautés autonomes comme on les appelle) se démarquent des autres : la Catalogne, le Pays basque et Navarre. En Catalogne, il n'existe pas un seul parti nationaliste, comme en Écosse. Les forces politiques nationalistes se structurent selon un axe gauche-droite : « Convergence et Union » (*Convergència i Unió*, CiU) est un parti de centre-droit alors que la « Gauche républicaine de Catalogne » (*Esquerra Republicana de Catalunya*, ERC) est, comme son nom l'indique, un parti de centre-gauche⁴. En termes de sièges, l'ensemble des partis indépendantistes ont obtenu 87 sièges sur 135, soit leur meilleur score. Toute autre est la situation au Pays basque et en Navarre. Dans ces deux régions, les régionalistes sont en majorité (48 sièges sur 75 au Pays basque et 34 sièges sur 50 en Navarre) mais, à la différence de la Catalogne, certains partis demandent plus d'autonomie mais pas l'indépendance. Dans le reste du pays, les partis régionalistes sont en minorité. Ces résultats sont en contraste avec les élections générales espagnoles : l'ensemble des partis indépendantistes, toutes régions confondues, ont obtenu 33 sièges sur 350 au Congrès des députés et 23 sénateurs sur 208.

Majoritaires sur leur territoire mais minoritaires dans les assemblées nationales, les partis indépendantistes doivent donc utiliser d'autres armes pour se faire entendre. Le referendum est l'une d'entre elles. La Catalogne et l'Écosse ont fait ce choix : soulevant le principe d'auto-détermination des peuples, c'est-à-dire le droit de la population pour savoir si, oui ou non, ils doivent faire scission. La situation n'est toutefois pas comparable entre les deux régions. En Écosse, Édimbourg et Londres se sont mis d'accord sur le référendum et la question à poser aux électeurs⁵. *A contrario*, le referendum catalan n'est pas vu d'un bon œil par Madrid. Le parlement et le gouvernement espagnols essaient par tous les moyens d'éviter la tenue du scrutin en le déclarant, par exemple, anticonstitutionnel. La tenue du referendum reste donc, à l'heure actuelle, incertaine. Il n'est d'ailleurs pas exclu par le parti CiU d'attendre le renouvellement du parlement catalan pour mener à bien le projet d'indépendance. Les partis indépendantistes se regrouperaient autour d'un programme commun : l'indépendance de la

Catalogne⁶. Dans les sondages également, les situations diffèrent : alors qu'une majorité de Catalans se prononcent en faveur d'une indépendance, les Écossais pencheraient plus pour un maintien de leur nation au sein du Royaume-Uni.

Ceci peut se comprendre par les données économiques et politiques des deux régions. La Catalogne est une économie importante en Espagne (première région d'Espagne en termes de PIB, quatrième si on prend le PIB par habitant)⁷. L'endettement (très important) de la Catalogne est souvent mis de côté pour mettre en avant les chiffres économiques plantureux, ce qui légitime les visées indépendantistes⁸. En Écosse, le jeu n'est pas aussi facile. Certes, le pétrole leur permet d'avoir des revenus non négligeables⁹ mais ce n'est rien comparé au pouvoir de la City à Londres et, plus généralement de ce que l'on appelle l'*Inner London*. Le PIB par habitant en Écosse est d'ailleurs inférieur à la moyenne nationale, ce qui n'est pas le cas pour la Catalogne vis-à-vis de l'Espagne¹⁰. La perte serait donc plus importante pour l'Écosse. Cette perte serait compensée par l'adhésion à l'Union européenne et son important marché commun à condition que les États membres acceptent de voir entrer l'Écosse dans l'Union. Cette remarque vaut également pour la Catalogne car les principales forces indépendantistes sont également en faveur d'une adhésion à l'UE.

En conclusion, tant la Catalogne que l'Écosse sont encore loin de prendre leur envol et ce, même en cas de vote positif lors du referendum. L'Écosse pourrait faire marche arrière si elle se heurte au refus d'adhésion à l'Union européenne alors qu'en Espagne, le referendum pourrait ne pas être reconnu par l'autorité centrale. Les deux pays pourraient décider de ne pas réagir ou, plus probable, d'engager des négociations pour une autonomie plus poussée de ces deux régions voire du pays tout entier si une « théorie des dominos » devait s'engager dans d'autres régions (Pays basques, Pays de Galles, etc.)

Les partis nationalistes dans les autres pays de l'Union

Nous l'avons vu, en Belgique, au Royaume-Uni et en Espagne, certaines régions prennent une part importante dans le paysage politique de l'Union. Ailleurs en Europe, les fortunes sont diverses. Chez nos voisins français, la Bretagne (4 sièges sur 67) et la Corse (15 sièges sur 51) voient la part de nationalistes être plus élevée par rapport aux autres régions (métropolitaines), comptant tout au plus deux élus. Toutefois, un constat est à souligner : la très grande partie de ces régions ont vu les partis nationalistes entrer

Une extension romande ratée

Suite à son succès de 2009, le MCG a tenté de s'étendre en Suisse romande (francophone), en commençant par deux sections dans les cantons de Neuchâtel et de Vaud mais avec l'idée de faire de même dans ceux de Fribourg, du Valais et du Jura. Le Mouvement citoyens⁶ romand (MCR), qui doit les réunir, est créé. Eric Stauffer se montre alors très ambitieux : « L'objectif, c'est clairement de constituer, déjà en 2011, un groupe parlementaire au niveau fédéral, en ayant investi les pouvoirs législatifs des différents cantons et bien sûr les communes⁷. » Pourtant, les résultats ne suivent pas. Un scandale précoce nuit aux deux nouvelles sections⁸ et l'engouement n'est en rien comparable à celui qu'a connu le MCG. Dans le canton de Vaud notamment, la thématique des frontaliers n'a pas la même importance qu'à Genève. De plus, l'UDC y est solide et difficile à déborder. Deux ans plus tard, Eric Stauffer doit bien reconnaître son échec :

« Le résultat n'est pas à la hauteur de ce que j'espérais. Mais c'est dû au manque de moyens et de personnes. Ce qu'on a réalisé à Genève en six ans est exceptionnel. Pour y arriver, je me suis jeté dans le bain, j'ai sans cesse été sur le terrain.

Le MCG peut très bien s'exporter, mais il faut trouver les gens⁹. »

Lega dei Ticinesi

Si le MCG n'a pas réussi à s'étendre dans d'autres cantons francophones, on trouve néanmoins en Suisse un parti au profil similaire. C'est de l'autre côté des Alpes, dans le canton italoophone du Tessin, qu'il faut diriger le regard pour le trouver. La *Lega dei Ticinesi* (« Ligue des Tessinois »), communément appelée « Lega », a été fondée en 1991 par deux hommes : l'entrepreneur Giuliano Bignasca et le journaliste Flavio Maspoli¹⁰. Elle remporte très rapidement du succès et s'institutionnalise avec l'élection de Marco Borradori au Conseil d'État, quatre ans plus tard. Cette même année, Bignasca déclare à la télévision :

« La Lega, c'est un mélange. Nous sommes avec les socialistes [...] pour beaucoup de problèmes. Nous sommes proches de l'UDC, proches des libéraux, et de la droite pour les étrangers, le secret bancaire et pour dire : Pensons d'abord à nous, les Suisses¹¹ ! »

Borradori est une personnalité au profil bien plus modéré que le tempétueux Bignasca. Le duo formé par les deux hommes fait immédiatement penser à celui formé à Genève par Mauro Poggia et Eric Stauffer. Les deux partis ont un ancrage local, cantonal, affirment n'être ni de gauche ni de droite, utilisent un discours musclé et ont un bouc émissaire tout désigné. Dans le cas du MCG, ce bouc émissaire est le frontalier plutôt que l'étranger. La Lega, pour sa part, s'attaque, tout comme l'UDC, aux étrangers mais ne met pas de côté la thématique des frontaliers car celle-ci est importante dans le canton du Tessin. Le MCG comme la Lega n'hésitent désormais pas à s'allier avec l'UDC. Oskar Freysinger a même estimé à la mort de Bignasca qu'un « rapprochement avec l'UDC sera peut-être plus facile sans le leader historique¹² ». Enfin, la Lega, via le conseiller d'État Norman Gobbi, a affiché son soutien à la Nouvelle force dans le journal diffusé par celle-ci en septembre 2011, à l'occasion des élections¹³.

Quel futur pour le MCG ?

Au moment de s'interroger sur le futur du MCG, à présent qu'il compte dans ses rangs un conseiller d'État, la tentation

au gouvernement lors des dernières élections. Le régionalisme, c'est-à-dire le choix d'un parti régional prônant l'autonomie ou l'indépendance, est donc une manière de contester l'ordre existant au même titre qu'un vote blanc ou pour un extrême. Aux Pays-Bas, le Parti national de Frise (FNP) est le seul parti indépendantiste à être représenté dans les hémicycles provinciaux, avec un succès relatif¹¹. Succès relatif également pour les partis indépendantistes dans la région finlandaise d'Åland ainsi que dans celle polonaise de Silésie. En revanche, le cas de figure au Danemark se rapproche plus de ce que l'on a vu en Irlande du Nord. Les parlements régionaux des Îles Féroé et du Groenland sont tiraillés entre unionistes et séparatistes. Dans les deux cas, les indépendantistes sont majoritaires. Les importants transferts de fonds entre le Danemark et les deux communautés tendent toutefois à faire pencher la balance en faveur de l'unionisme. Le phénomène est plus marqué pour le Groenland¹².

Majoritaires sur leur territoire mais minoritaires dans les assemblées nationales, les partis indépendantistes doivent utiliser d'autres armes pour se faire entendre.

Le cas spécifique

Il nous reste un État à aborder : l'Italie. Comme dans d'autres pays, il existe des formations autonomistes et indépendantistes que l'on pourrait qualifier de « classiques ». Celles-ci peuvent être majoritaires, comme dans le Val d'Aoste ou le Trentin-Haut-Adige, ou minoritaires, comme en Sicile et en Sardaigne. Un cas se distingue de tous les autres, celui de la Ligue du Nord. Fondée par Umberto Bossi, la Ligue du Nord recherche l'indépendance de la Padanie, région de la plaine du Pô. Elle surfe à la fois sur des idées indépendantistes (« l'Italie du Nord, riche et industrialisée, serait retardée dans son développement économique par le Sud, plus pauvre, et par un État fiscalement rapace, corrompu et inefficace¹³ ») et xénophobes (« Oui à la polenta, non au couscous¹⁴ »). La particularité de la Padanie est que cette région ne recouvre aucune réalité dans le système politique italien : il n'existe pas de région padane, de parlement padan reconnu par quelconque institution, etc. Cela n'empêche pas le parti de participer à de nombreuses coalitions régionales et provinciales, en collaboration avec l'ancien parti de Silvio Berlusconi, le Peuple de la liberté (Pdl). Elle possède même le poste de président de région en Vénétie et dans le Piémont¹⁵. La Ligue participe activement dans la sécession des régions dites padanes (la Padanie serait alors vue comme une macro-région similaire au Benelux), demandant à corps et à cris

des referenda d'auto-détermination. Démarche qui pourrait bien, à moyen terme, se concrétiser en Lombardie¹⁶ et en Vénétie, sans aucune certitude de résultats. Il n'en reste pas moins que la Ligue du Nord joue un rôle important dans l'échiquier politique que cela soit dans la majorité ou l'opposition, son discours anti-immigrés faisant écho à une frange de l'électorat qui n'aurait sans doute jamais voté en faveur de la Ligue sans ces idées.

Europe des régions : mythe ou réalité ?

Après ce rapide tour d'Europe, il est temps de revenir à notre question de départ, et plus spécialement à l'avenir des régions dans l'Europe. Les partis indépendantistes gagnent en visibilité depuis quelques années. Toutefois, l'indépendance de régions européennes reste un cas à part. Même dans les régions ayant avancé leur pions pour une sécession (Catalogne, Écosse), le doute reste permis. Le constat que nous pouvons aujourd'hui tirer réside dans le processus de décentralisation mis en place par l'Union européenne.

Ceci peut apparaître paradoxal de prime abord, mais en réalité, tout ceci relève notamment de la volonté politique des dirigeants européens. En effet, ces derniers prônent le principe de subsidiarité qui veut qu'une compétence doit être attribuée au niveau de pouvoir le plus à même de la gérer ; ce principe permet d'élargir les compétences de l'Union mais également celles des entités infra-étatiques comme les régions. Se sentant légitimes, celles-ci en demandent plus de la part des États, considérant être davantage en position de gérer certaines compétences étatiques. Nous assistons donc à un double processus : centripète au niveau de la construction européenne et centrifuge au niveau national. Ce processus permet aux décideurs européens de découper les États membres en territoires de taille relativement comparable (la Bavière est aussi peuplée que la Belgique, la province de Hainaut aussi peuplée que Chypre), ce qui améliore l'administration du territoire. C'est pour cette raison, qu'à l'heure actuelle, il est possible d'affirmer que l'avènement d'États-régions totalement indépendants relève plus du fantasme que de l'éventualité !

Pierre Meurrens

Étudiant en science politique (ULg)

1 Statuts de la N-VA, consultables sur www.n-va.be/sites/default/files/documents/PDF/statuten20131109_.pdf

2 Programme du Vlaams Belang, consultable sur www.vlaamsbelang.org/programma/52/

3 Partis indépendantistes : *Sinn Féin, Social Democratic and Labour Party*. Partis unionistes : *Democratic Unionist Party, Ulster Unionist Party, NI21, Traditional Unionist Voice, UK Independence Party* ainsi qu'un électeur indépendant. Partis neutres : *Alliance Party of Northern Ireland, Green Party in Northern Ireland*.

4 Voir : « Catalogne: les nationalistes de centre droit ont perdu leur pari », sur www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/catalogne-les-nationalistes-de-centre-droit-ont-perdu-leur-pari_1191488.html, publié le 25/11/2012.

5 Voir : « Écosse: Cameron avale à contre-cœur un référendum sur l'indépendance », sur <http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20121015.AFP2113/ecosse-cameron-avale-a-contre-coeur-un-referendum-sur-l-independance.html>, publié le 15/10/2012.

6 Mathieu de TAILLAC, « Espagne : une chaîne humaine pour l'indépendance catalane », sur <http://www.lefigaro.fr/international/2013/09/11/01003-20130911ARTFIG00625-espagne-une-chaîne-humaine-pour-l-independance-catalane.php>, publié le 11/09/2013.

7 Source : Eurostat

8 Voir Laurence KNIGHT, « Spain's regional governments: How they got into trouble », sur <http://www.bbc.com/news/business-18951575>, publié le 28/09/2012.

9 Voir Victor LEPOUTRE, « La question du pétrole pèse sur l'avenir de l'Écosse », sur <http://www.rfi.fr/europe/20140225-question-petrole-pese-avenir-ecosse-cameron-salmond/>, publié le 25/02/2014.

10 Source : Eurostat

11 Voir : « PvdA wint verkiezingen Friesland - lage opkomst », sur <http://www.nrc.nl/nieuws/2013/11/13/wisselende-opkomst-verkiezingen-pvda-grootste-in-eerste-uitslag-heerenveen/>, publié le 13/11/2013.

12 Voir : « Les mines du Groenland, insuffisantes pour espérer l'indépendance », sur <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1780709/2014/01/24/Les-mines-du-Groenland-insuffisantes-pour-espérer-l-independance.dhtml>, publié le 24/01/2014.

13 Marta MACHIAVELLI, « La Ligue du Nord et l'invention du "Padan" », in *Critiques internationales*, n° 10, janvier 2001, p. 130.

14 Affiche électorale de la Ligue du Nord

15 Philippe RIDET, « En Italie, le triomphe de la Ligue du Nord aux élections régionales », sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/03/30/en-italie-le-triomphe-de-la-ligue-du-nord-aux-elections-regionales_1326127_3214.html, publié le 30/03/2010.

16 Voir : « Brescia, la Provincia dà l'ok al referendum per l'indipendenza della Lombardia », sur <http://www.liberoquotidiano.it/news/italia/1285906/Brescia--la-Provincia-da-l-ok-al-referendum-per-l-indipendenza-della-Lombardia.html>, publié le 26/07/2013.

est grande d'établir des liens avec l'évolution de la Lega. Pour le politologue Oscar Mazzoleni, l'entrée de celle-ci dans le gouvernement tessinois « n'a pas provoqué de tournant politique majeur, si ce n'est qu'elle s'est imposée sur des questions touchant à son thème de prédilection¹⁴ ». Le fait de mener « une politique pragmatique, modérée et consensuelle [...] ne l'empêche pas de maintenir son identité protestataire à l'extérieur du pouvoir exécutif¹⁵ ». En sera-t-il de même à Genève ? Nous le verrons. Ce qui est certain, c'est que Mauro Poggia va avoir du pain sur la planche et ainsi la possibilité de faire ses preuves, puisqu'il a hérité d'un département mammouth, pour reprendre l'expression d'Eric Stauffer¹⁶, celui de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Santé, thème de prédilection pour celui qui préside l'Association suisse des assurés.

Sébastien Chazaud
Historien

1 CHAZAUD, Sébastien, « Mouvement citoyens genevois, qui es-tu ? », *Aide-mémoire*, n°67 (janvier-février-mars 2014).

2 Rappelons la particularité du système électoral relatif au Conseil d'État. Celui-ci permet en effet à l'électeur de composer sa propre liste de candidats, soit en votant directement pour la liste d'un parti, soit en biffant le nom de certains candidats sur cette liste, soit en biffant le nom de certains candidats pour en ajouter d'autres issus d'une autre liste (Ndlr).

3 FAVRE, Alexis, « MCG et UDC, une greffe à l'épreuve des urnes », *Le Temps*, 30 octobre 2013.

4 FAVRE, Alexis, « MCG et UDC, une greffe à l'épreuve des urnes », *Le Temps*, 30 octobre 2013.

5 FAVRE, Alexis, « MCG et UDC, une greffe à l'épreuve des urnes », *Le Temps*, 30 octobre 2013.

6 Orthographe incertaine, comme pour le Mouvement citoyen(s) genevois

7 Emission *Mise au point*, TSR, 7 mars 2010.

8 BUSS, Pierre-Emmanuel, « Les débuts chaotiques du Mouvement citoyen romand », *Le Temps*, 9 mars 2010 ; BUSS, Pierre-Emmanuel, « Le Mouvement Citoyens romand cale au démarrage », *Le Temps*, 10 mars 2010.

9 GANI, Cynthia, « Le MCG s'exporte mal en Suisse romande », *Le Temps*, 15 juin 2011.

10 GHIRINGHELLI, Andrea, « Ligue des Tessinois », in *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, version du 24.03.2009 (traduit de l'italien), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F8030.php>.

11 Émission *Tell Quel*, TSR, 9 juin 1995.

12 CHUARD, Patrick, « Le Tessin choqué après la mort de Giuliano Bignasca », *Le Matin*, 7 mars 2013.

13 La *Nouvelle force*, édition spéciale, septembre 2013.

14 BACH, Philippe et CANCELA, Pauline, « Gouverner en restant un parti protestataire : l'exemple tessinois », *Le Courrier*, 11 novembre 2013.

15 *Idem*.

16 ROULET, Yelmac, « Les départements des nouveaux conseillers d'État », *Le Temps*, 28 novembre 2013.



page sept

Leçons meurtrières

par Jean-Louis Rouhart

Parmi les nombreux articles consacrés à la Première Guerre mondiale, on épinglera celui de l'historien Volker Weiss paru dans le magazine allemand *Zeit Geschichte* (Der Erste Weltkrieg, n° 1 2014), intitulé « Mörderische Lehren » (« Leçons meurtrières ») et qui traite entre autres des rapports étroits que l'on peut établir entre les deux guerres mondiales.

L'auteur rappelle d'abord que la propagande nazie s'est nourrie des témoignages des anciens combattants de la Grande Guerre, du concept de la communauté nationale impliquée totalement dans l'effort de guerre (« Volksgemeinschaft ») et de la légende du coup de poignard (« Dolchstoßlegende »), soi-disant porté dans le dos des combattants allemands (allusion au défaitisme de la population civile, des milieux de gauche et des révolutionnaires de novembre 1918, déclarés responsables des échecs militaires).

Il montre ensuite que la Première Guerre mondiale a été le prélude aux horreurs de la Seconde, un champ d'expérimentation pour des idées déjà clairement formulées en 14-18 et qui ont été appliquées d'une manière plus radicale durant le deuxième conflit mondial. Les leçons que tirèrent tant les milieux militaires que les mouvements d'extrême droite et revanchards allemands des atrocités de la Grande Guerre les poussèrent non pas à s'orienter vers des idéaux plus pacifiques, plus humanitaires, mais les incitèrent au contraire à adopter une politique d'oppression plus brutale, plus meurtrière encore, envers leurs opposants.

C'est ainsi que la Wehrmacht, après avoir analysé les raisons de la défaite de 1918, a réalisé qu'il était nécessaire de mobiliser la société civile tout entière pour une guerre totale et de mettre en œuvre tous les moyens de propagande possibles en vue d'assurer une victoire rapide. Pour régler les problèmes d'approvisionnement des troupes qui s'étaient posés en 14-18, il fallait accorder une importance primordiale à l'économie de guerre et coloniser des territoires à l'Est pour faire venir des matières premières et de la main d'œuvre. Cette idée de germanisation des territoires de l'Est répondait également à la volonté d'homogénéiser ces territoires, de les « purifier » ethniquement, de façon à établir un cordon sanitaire de protection contre la Russie slave, considérée comme une menace. On peut expliquer ainsi la création de la zone « Ober Ost » dans les régions situées à l'est de l'Allemagne durant la Première Guerre, zone qui allait, en s'étendant, devenir l'objet du « General Plan Ost » et de ses applications génocidaires durant la Seconde Guerre mondiale.

Par ailleurs, la déportation de milliers de civils en Belgique et dans le Nord de la France et leur mise aux travaux forcés en Allemagne préfiguraient le sinistre Service du Travail Obligatoire (STO), instauré durant l'Occupation allemande en 40-45.

Quant aux personnes de confession juive, elles étaient déjà en 14-18 les victimes de persécutions arbitraires, en Allemagne et ailleurs, en témoignent par exemple la destruction de la ville polonaise de Kalisch, où vivait une population à majorité juive, ainsi



que l'internement de Juifs dans des camps, avec obligation de porter des insignes distinctifs et chances minimes de survie.

Il s'avère ainsi que la Première Guerre mondiale ne fut pas seulement pour les Allemands une défaite traumatisante engendrant après 1918 un nationalisme agressif. Elle véhicula dans certains milieux des idées qui, en se radicalisant, allaient provoquer en 40-45 les ravages que l'on connaît.

Des cendres dans la tête

par Julie Ricard

À l'occasion des 20 ans du génocide des Tutsi au Rwanda, les Territoires de la Mémoire proposaient, dans le cadre d'une quinzaine thématique, de multiples activités et événements : expositions, spectacles, Ciné-Mémoire, rencontre d'auteurs...

Le 7 avril 1994 débutait au Rwanda un génocide qui allait faire plus de 800 000 victimes directes en 100 jours. La Communauté internationale, la France et la Belgique portent d'importantes responsabilités dans ce drame. Si commémorer consiste à se souvenir du passé, voire constitue parfois une forme d'exhortation à se souvenir de ceux qui ont souffert et sont morts, la démarche est résolument tournée vers l'avenir. Puisqu'il s'agit en effet de la société que nous souhaitons construire compte tenu de ce que nous savons de ce passé.

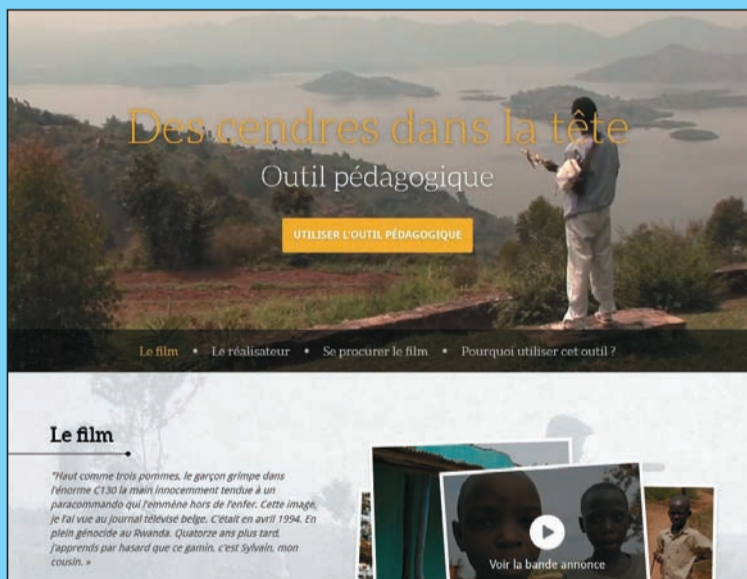
Mais le souvenir ne suffit pas. Les événements historiques sont uniques et complexes. En revanche, travailler à comprendre les éléments qui ont rendu cela possible, comparer les événements pour déceler des contextes et des mécanismes psychosociaux favorables au succès d'idées liberticides, aux massacres et aux génocides, tout cela peut nous permettre de briser cet « enchaînement assassin » et construire une société toujours plus démocratique.

À cette fin, le service pédagogique des Territoires de la Mémoire a réalisé une animation pédagogique à destination des élèves du secondaire supérieur. Par cette animation, les participants découvrent l'histoire du génocide des Tutsi au Rwanda, cela au travers de portraits de protagonistes : celui d'une rescapée restée au Rwanda, d'un génocidaire, d'un Casque bleu, d'un journaliste, d'un rescapé vivant en Belgique ou d'un médecin membre de Médecins sans Frontières. Ces portraits rassemblés permettent d'aborder la thématique sous ses différents aspects, de se souvenir que l'Histoire est faite d'histoires, d'avoir une vision claire de la chronologie des événements, de faire le lien avec d'autres événements historiques, le présent, et d'envisager son propre champ d'action en tant que citoyen.

Cette animation a été pensée et mise au point en collaboration avec le réalisateur Patrick Séverin, sur base de son film-documentaire *Des Cendres dans la Tête* (Instants Productions, 2011). Le film retrace son voyage et celui de son cousin, Sylvain, un jeune Belge d'origine rwandaise de 18 ans, rescapé du génocide, et à la recherche de son passé. Ensembles, ils vont être amenés à se confronter à une histoire méconnue, dure, violente, complexe et intimement liée à celle de la Belgique.

Un outil interactif en ligne (descendresdanslatete.be) destiné aux jeunes de 16 à 18 ans a également été créé par Patrick Séverin et Patricia Alen, coordinatrice du projet, pour comprendre le rôle que la Belgique a joué dans ce drame. Cet outil, réalisé avec le soutien des Territoires de la Mémoire, du Centre Communautaire Laïc Juif et de la cellule Démocratie ou Barbarie de la Fédération Wallonie-Bruxelles, propose une réflexion sur la manière dont chacun peut, en tant que citoyen, se situer par rapport à ce passé lourd à assumer.

Le site *Des Cendres dans la Tête*, créé autour du film-documentaire, permet de mieux appréhender le contexte historique du génocide des Tutsi au Rwanda et d'explorer des thématiques telles que la responsabilité citoyenne, la mémoire, les questions identitaires, le rôle des médias et de la justice en démocratie... L'approche se veut ludique et interactive : extraits vidéo, questions de débat, pistes d'animations, de lectures ou d'actions pour aller plus loin, ...



Informations pratiques sur l'animation :

Public : plus de 15 ans
Durée : 100' d'animation + durée du film *Des Cendres dans la Tête* (65') et débat avec un animateur

Pour plus d'informations :
Courriel : pedagogique@territoires-memoire.be
Tél.: 04.232.70.03

Le site web construit autour du film *Des Cendres dans la Tête* : descendresdanslatete.be

Erratum :

Dans le précédent numéro, l'article intitulé « Une chimère gonflée de haine », attribué à Jean-Louis Rouhart, était en réalité signé par Jean-Paul Bonjean.

Le comité de rédaction

La Médiathèque George Orwell présente

par Jérôme Delnooz et Michel Recloux, bibliothécaires

▼ **Armand Mattelart et André Vitalis, *Le profilage des populations : du livret ouvrier au cybercontrôle*, La Découverte, 2014, 18 €**

Dans nos sociétés façonnées par le libéralisme, la collecte à grande échelle de données sur la population et le fichage constituent de véritables moyens de contrôle pour le Pouvoir. Les auteurs de l'ouvrage s'attèlent à retracer les origines et l'évolution de ce phénomène sociohistorique de surveillance, ainsi qu'à définir ses contours et sa dynamique. Après une déconstruction des pratiques de profilage d'antan subdivisées entre initiatives étatiques et privées, Mattelart et Vitalis se penchent sur des formes liberticides plus contemporaines découlant de l'informatique. Ils avancent l'hypothèse que nous vivons actuellement dans un monde d'hyper-surveillance post-orwellien reposant sur un « cybercontrôle invisible et mobile » et une participation involontaire des individus.



▼ **Mémorial de Caen, *Guerre mondiale, guerre totale*, Gallimard, Mémorial de Caen, 2014, 26 €**

Publié à l'occasion de l'inauguration des nouveaux espaces d'exposition du Mémorial de Caen sur la Seconde Guerre mondiale, ce livre s'en veut un reflet fidèle. La mise en page de l'information ainsi que la richesse iconographique et cartographique renvoient aux propriétés formelles muséales. En ce qui concerne le contenu, le Conseil scientifique du musée tente l'exercice périlleux de dresser un panorama exhaustif (mais forcément synthétique) et international de la WW2 : les origines du conflit, son déroulement (dont un chapitre plus important sur le D-Day), mais aussi des parties sur la Shoah et l'association mémoire/histoire.



▼ **Cédric Biagini (dir.), *Radicalité : 20 penseurs vraiment critiques*, L'échappée, 2013, 25 €**

La collection « Frankenstein » entend proposer des livres s'insurgeant contre la marche inéluctable de la modernisation capitaliste et l'idéologie du progrès linéaire. Dans cette perspective, *Radicalité* avance comme postulat l'existence d'un clivage entre deux sortes de familles intellectuelles : d'une part, celle regroupant des théoriciens qui mènent une fausse dissidence et qui servent le capitalisme en croyant le combattre ; et d'autre part, les penseurs adeptes d'une critique vraiment radicale, qui la porte le plus loin possible et qui parviendraient à toucher la ligne de rupture avec le système établi. Prenant parti pour ces derniers, l'équipe de L'échappée met en avant des intellectuels qu'elle juge plus engagés tels que Jean-Claude Michéa, Günther Anders ou George Orwell.



▼ **Ivan Segré, *Le manteau de Spinoza : pour une éthique hors la loi*, La fabrique, 2014, 14 €**

Il y a quatre siècles, la rationalité émancipatrice de Spinoza lui vaut d'être poursuivi par les représentants des autorités théologico-politiques, notamment les élites juives de sa propre communauté qui l'accusent violemment d'antijudaïsme. Dans un premier temps, Segré revient sur les motivations précises de cette excommunication, mais aussi sur la reconduction de ces critiques par des intellectuels du XXe siècle. Ensuite, l'auteur, talmudiste, réinstruct le procès du philosophe par la mise en perspective de sa doctrine et des textes de la tradition juive, et démontre que les fondements des deux ne sont pas totalement incompatibles. En toile de fond, l'objectif de Segré est de réactualiser la pensée spinozienne comme outil d'affranchissement du peuple.



▼ **Nuccio Ordine, *L'utilité de l'inutile*, Les Belles Lettres, 2014, 11 €**

« Dans le monde de l'utilitarisme, en effet, un marteau vaut davantage qu'une symphonie, un couteau davantage qu'un poème, une clé anglaise davantage qu'un tableau, car il est facile de comprendre l'efficacité d'un outil, mais il est plus difficile de comprendre à quoi peuvent servir la musique, la littérature ou l'art. » Suivi d'un essai d'Abraham Flexner, ce manifeste fait l'éloge des savoirs inutiles, mais inutiles pour qui ? Pour quoi ? Ils ne rapportent rien financièrement, mais ils comptent beaucoup pour l'humanité, sa dignité, sa liberté et sa créativité ! L'auteur écrit aussi sur les conséquences de cette logique du profit sur l'enseignement et la culture en générale. Ce pamphlet est aussi une ode à la curiosité, qui n'est pas qu'un vilain défaut car elle nous pousse toujours à savoir plutôt qu'à croire.



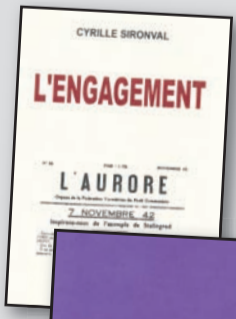
▼ **Henri Deleersnijder, *Démocraties en péril*, Renaissance du Livre, 2014, 19 €**

« Plutôt qu'animés de convictions idéologiques bien arrêtées, les meneurs actuels surfent sur les peurs en cours, espérant les utiliser comme tremplin pour accéder au pouvoir et imposer leurs solutions radicales ». Ainsi pourrait se conclure le livre de notre collaborateur qui remet à jour ici son livre intitulé *Populisme*, édité aux Territoires de la Mémoire en 2006 et désormais épuisé. Une mise à jour nécessaire vu l'évolution de ces nationaux-populistes et leurs résultats électoraux. L'auteur aborde l'ensemble des pays d'Europe, puis il fait un focus sur la Belgique, le reflux du Vlaams Belang au profit de la N-VA et la mutation du FN en Laurent Louis en passant par le PP. Il termine par des propositions pour contrer ces nouvelles (?) dérives pour la démocratie : antiracisme, mémoire, lutte contre l'inégalité sociale au niveau européen, réenchantement du politique...



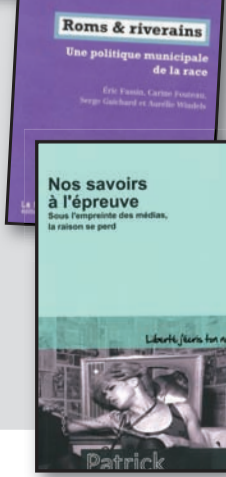
▼ **Cyrille Sironval, *L'engagement*, Cerisier, 2014, 14 €**

La trajectoire personnelle de Cyrille Sironval –Verviétois, militant communiste inconditionnel, syndicaliste, résistant durant la Seconde guerre et professeur universitaire –sert de fil rouge à l'élaboration d'un panorama de l'histoire sociale du XIXe siècle à nos jours. Pour traiter de la thématique de la lutte de la classe ouvrière contre la dictature du capital et le système bourgeois, le point de vue adopté est triple et en entonnoir : il s'étend géographiquement de l'international (France, Allemagne, Grèce) au national (Belgique) et au très local (histoire de la région liégeoise et verviétoise). Grâce à son témoignage et surtout ses analyses engagées, Sironval invite le citoyen d'aujourd'hui à l'engagement et à la résistance.



▼ **Éric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels, *Roms et riverains : une politique municipale de la race*, La Fabrique, 2014, 13 €**

Comment chasser les Roms de la commune? En prétextant que c'est ce que veulent les riverains et en démolissant les camps. Ce livre coup de poing dénonce la politique d'État française qui, pour s'épargner d'être qualifiée de raciste, parle de culture, de nature, « ils n'ont pas vocation à rester en France » (M.Valls), et permet aux municipalités d'agir comme bon leur semble.



▼ **Patrick Willemarck, *Nos savoirs à l'épreuve*, Espace de liberté, 2014, 15 €**

Sur les médias, ceux de masses, aberration historique qui aboutit à un monde où liberté et prospérité font faillite. Willemarck parie sur la confiance, le respect mutuel et l'échange pour s'en sortir.



▼ **Luca Enoch et Claudio Stassi, *Stern gang*, La Boîte à Bulles, 2014, 16 €**

À travers ce roman graphique, Luca Enoch et Claudio Stassi mettent en lumière un épisode relativement méconnu de l'histoire de l'entre-deux guerres : les luttes armées en Palestine du groupe Stern, une faction sioniste extrémiste partisane de la création d'un état israélien par la force. La scission du groupuscule Stern, son recours aux actes de violence (assassinats, attentats, etc.), ses tentatives de rapprochement avec le régime fasciste italien (et les contacts présumés avec les nazis) le mettront au ban de la communauté hébreu de Palestine. Ce récit, solidement documenté et complété par des dossiers historiques, replonge dans les prémices de la fondation d'Israël et donne certaines clés de compréhension du conflit actuel.



▼ **Dominique Joly et Bruno Heitz, *L'histoire de France en BD : 1914-1918... la Grande Guerre*, Casterman, 2014, 12,50 €**

Cette bande dessinée est explicitement destinée à des lecteurs de 8 à 10 ans. En ce sens, elle se veut une base intéressante pour explorer en profondeur la Grande guerre avec des élèves du primaire. La recherche de pédagogie se retrouve dans les propriétés formelles (narration historique fluide, texte accessible, graphisme attractif, couleur, photos) ainsi que dans la structuration du contenu (présence à la fin du livre de contenu encyclopédique réparti en plusieurs thèmes : dates historique à retenir, présentation de personnalités, aide-mémoire).



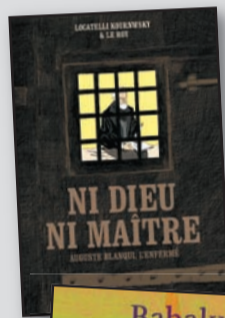
▼ **Régis Hautière et Hardoc, *La guerre des Lulus, tome 1 et 2*, Casterman, 2013, 12,95 €**

L'odyssée d'un groupe d'orphelins qui se retrouvent livrés à eux-mêmes à cause de la Grande guerre. À côté des jeux et de l'aventure, le petit monde amical des ados est très vite confronté aux stigmates d'une époque troublée et doit apprendre à survivre dans un environnement hostile. Pourtant, un adulte va débarquer dans ce microcosme enfantine. Il s'agit d'un soldat allemand... Petit à petit, l'humanité prendra le dessus sur la méfiance.



▼ **Loïc Logatelli Kournwsky et Maxime Le Roy, *Ni dieu, ni maître, Auguste Blanqui, l'enfermé*, Casterman, 23 €**

« Tout ignorant est un serf. » « L'instrument de la délivrance n'est pas le bras, mais le cerveau ! » La vie trépidante et révolutionnaire d'Auguste Blanqui, socialiste du XIXe siècle, appelant la France à (re)devenir une république pour et par le peuple. 208 planches qui relatent, de son premier dégoût de la monarchie (l'exécution de quatre insurgés en 1822) à la sortie du premier numéro de « Ni dieu, ni maître » en 1880, plus de 43 ans de prison, d'exil ou de résidence forcée pour ce « patriote et internationaliste » prônant la violence pour une égalité sociale réelle.



▼ **Annelise Heurtier et Mariona Cabassa, *Babakunde*, Casterman, albums, 14 €**

Un conte africain pour les tous petits dès 3 ans qui fustige la recherche vaine d'argent et de pouvoir au détriment de l'amitié.



▼ **Véronique Ruff, Florence Caulier et Audrey Elbaum, *Sophie, l'enfant cachée*, CCLJ, 2013 €**

Ce livre illustré pour enfants à partir de 10 ans retrace la vie de Sophie Rechtman-Granos, petite juive de 8 ans en 1942 et cachée à Uccle par ses parents. Seul son père reviendra de déportation. À partager avec vos enfants.



Cuba

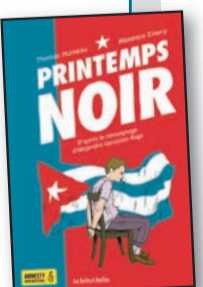
▼ **Christophe Réveille et Simon Géliot, *Benigno : mémoires d'un guérillero du Che*, La Boîte à Bulles, 2013, 18 €**

Dans ce roman graphique, Réveille et Géliot nous livrent une biographie du cubain Benigno. Jeune paysan ivre de vengeance, il s'engage dans la révolution contre la dictature de Batista aux côtés de futures icônes historiques telles que Fidel Castro, Camilo Cienfuegos et surtout Ernesto « Che » Guevara (qu'il accompagnera en Bolivie). En dépit de leur amitié et de leur lutte commune, il deviendra un opposant au régime castriste et s'exilera en France. En racontant le parcours de cette figure inconnue, les auteurs souhaitent illustrer une page de la grande histoire à travers le prisme d'un humble guérillero. Des photos et des textes d'époque viennent étayer les souvenirs et le témoignage de Benigno.



▼ **Thomas Humeau et Maxence Emery, *Printemps noir*, La Boîte à Bulles, 2013, 17 €**

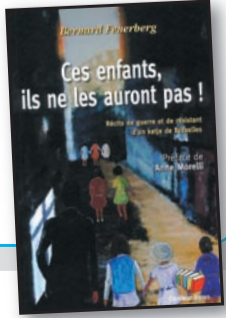
Les deux auteurs retracent le parcours d'un opposant au régime de Fidel Castro sous la forme de la narration graphique. Le militantisme d'Alejandro Gonzales Raga et ses nombreux articles engagés l'amènent à être arrêté, comme beaucoup d'autres, en mars 2003 lors de l'opération « Printemps noir ». Après cinq années d'incarcération dans des conditions épouvantables, il est libéré notamment grâce au soutien d'Amnesty International (l'organisation a d'ailleurs collaboré à la réalisation de ce livre), et s'exile à Madrid. En ces temps de transition entre Fidel Castro et son frère Raúl et de possibles changements dans le système politique cubain, le témoignage de Raga reflète les errements (surveillance, atteinte aux droits de l'homme) d'une révolution pourtant initialement légitime.



Une erreur s'est glissée dans le n°67, voici la bonne présentation :

▼ **Bernard Fenerberg, *Ces enfants, ils ne les auront pas !*, Couleur Livres, 2013, ISBN 978-2-87003-630-3, 13 €**

L'auteur à 17 ans en mai 1943. Il entre dans la résistance par la petite porte de la solidarité en sauvant quatorze fillettes et leur accompagnatrice, juives comme lui, cachées comme lui, en les enlevant, avec cinq autres résistants, du couvent Très Saint-Sauveur d'Anderlecht pour les mettre à l'abri via le réseau du Comité de Défense des Juifs. Ils ne se reverront que 50 ans plus tard.



« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Récupération

Toutes les grandes formations politiques ont des références historiques communes, faites de commémorations récurrentes et de personnages emblématiques. Le mouvement ouvrier, au même titre que la gauche en général, a évidemment les siennes. Le 1er Mai et la figure de Jean Jaurès y occupent une place de choix.

Prenons d'abord le cas de la Fête du travail. Elle tire son origine des luttes ouvrières pour obtenir la journée de huit heures, ponctuées de répressions violentes de la part des forces de l'ordre : Chicago en 1886, Fourmies dans le nord de la France en 1891. Le souvenir du sang versé au cours de ces manifestations est resté vivace dans les mémoires populaires du monde entier, au point que l'Internationale socialiste fera du premier jour de mai son grand moment revendicatif. Eh bien, les libéraux en Belgique en ont fait aussi un rendez-vous – à Jodoigne – en l'honneur des travailleurs indépendants tandis qu'à Paris, à la même date et sous l'égide de Jeanne d'Arc, le Front national n'a pas honte d'organiser depuis des années un défilé de ses troupes et sympathisants.

Jean Jaurès, l'icône du « socialisme du possible » selon la formule de François Mitterrand, ne s'en sort pas mieux. Lui, le pourfendeur de l'injustice et courageux défenseur de la paix, assassiné il y a exactement un siècle, a été embrigadé par Nicolas Sarkozy au cours de sa campagne électorale de 2007, lequel n'a pas hésité à se prévaloir de sa mémoire. À son tour, Marine Le Pen a eu l'outrecuidance d'enrôler le fondateur de *L'Humanité* dans sa préparation de la présidentielle de 2012, alors que sa pensée politique est bien celle du « national-populisme » le plus radical, voire de la « droite révolutionnaire » décryptée par l'historien Zeev Sternhell¹. Dans le Tarn, en 2009, on avait même pu lire sur une affiche électorale du candidat Louis Aliot, vice-président du FN et compagnon de sa présidente : « Jaurès aurait voté Front national. » *No comment...*

La Marseillaise, chant de guerre de la Révolution française tout autant qu'hymne à la liberté, a elle aussi été adoptée – et de quelle martiale façon ! – par l'extrême droite française. Les mots, décidément, ne sont jamais à l'abri d'instrumentalisations éhontées. Symptomatique à ce propos est le cursus sémantique qu'a subi le terme « nationalisme ». Dans le sillage du « patriotisme jacobin » hérité de l'article III de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 selon lequel « toute souveraineté réside essentiellement dans la nation », ce mot n'a pas toujours été synonyme de fermeture. Arrimé à gauche et d'abord qualifié de « libéral », foncièrement révolutionnaire en son temps, il était porteur du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ce qui lui conférait un caractère universaliste face aux despotismes de l'Ancien Régime. Il n'en a plus été de même lorsque les revendications légitimes qu'il promouvait ont été petit à petit envenimées par des attitudes de refus, à l'égard du voisin en général ou de la minorité perçue comme corruptrice de l'identité prétendument originelle de la nation, signe de ce que le patriotisme peut insensiblement se muer en chauvinisme agressif et donc en un nationalisme d'exclusion.

Ce genre de dérives ne fait qu'ajouter de la confusion là où de la clarté conceptuelle serait bien nécessaire. Si tout un chacun peut contribuer à cette noble tâche pédagogique, il va sans dire qu'elle incombe au premier chef à une association comme celle des Territoires qui a mis la Mémoire au premier plan de son action démocratique. Pour sûr qu'elle continuera d'y veiller dans ses nouveaux locaux. Car, en présence de certaines récupérations abusives, il est impérieux de mettre le holà : c'est une question de dignité. Bref, à l'antique injonction « Rendez à César ce qui est à César... », qu'il nous soit permis d'ajouter « ... et aux peuples ce qui leur revient » ! ••

¹ Zeev STERNHELL, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, 2012.

Démocratiser la démocratie

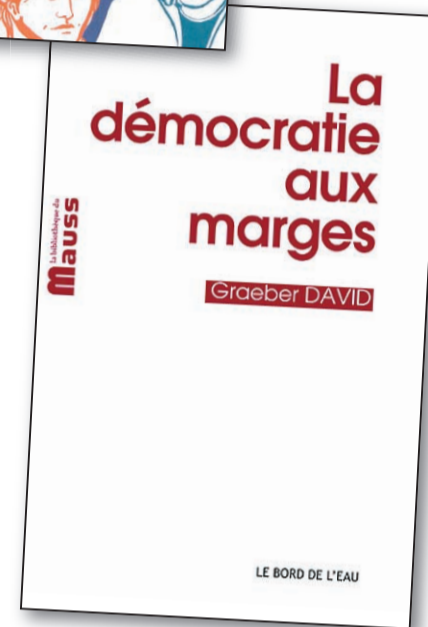
Par Olivier Starquit

David Graeber, membre éminent du mouvement *Occupy Wall Street*, anthropologue anarchiste états-unien est l'auteur de *Dettes, 5000 ans d'histoire* (un véritable best-seller paru en 2013 aux éditions Les Liens qui libèrent) dans lequel il soutient que le troc est un mythe et qu'au commencement n'était pas le verbe mais la dette. Pour lui, la dette fonctionnait et fonctionne comme outil pour créer du lien social et que partant, toute dette (publique) ne doit pas nécessairement être honorée. Cette brève présentation n'est pas nécessairement inutile dans ce cadre quand on voit comment la dette obère la démocratie. Par ailleurs, ce même David Graeber publie un petit opus anthropologique consacré à la démocratie et à l'idéal démocratique¹.

Pour Graeber, anarchisme et démocratie devraient être des notions peu ou prou identiques : ainsi, l'auteur voit dans la piraterie « un mode de décision hautement démocratique [comportant une] forme d'autogouvernement face à l'absence complète de tout État² ». Il poursuit en affirmant que toute tentative visant à greffer les idéaux du gouvernement direct du peuple sur l'appareil coercitif de l'État a toujours été un échec. Voyant, tout comme David Van Reybrouck³, une sorte d'usurpation et de tromperie dans l'usage du terme démocratie pour désigner une aristocratie représentative et rappelant en passant que pour Cornelius Castoriadis, le terme représentation désignait les représentants du peuple devant le roi, Graeber souligne que ce n'est que lorsque le terme de démocratie « put être presque totalement transformé de manière à incorporer le principe de la représentation qu'il a été réhabilité aux yeux des théoriciens politiques de bonne naissance et a pris le sens qu'il a aujourd'hui »⁴.

L'ouvrage s'évertue donc à étudier les liens entre anarchisme et démocratie en opérant un distinguo entre les conceptions dominantes de la démocratie et les pratiques démocratiques à l'aide de nombreux exemples insolites permettant de rompre avec un certain européocentrisme : ainsi, il faut par exemple cesser de penser la démocratie comme étant une conception occidentale. En somme, l'ouvrage questionne la vulgate traditionnelle sur la démocratie la présentant comme issue du monde occidental et comme n'ayant jamais connu le moindre glissement de sens. Partant, pour l'auteur, l'idéal démocratique reste plausible et pertinent à l'occasion de ce qu'il nomme des moments de refondation démocratique lorsque les intellectuels et les hommes politiques « interrogent leur propre tradition pour en extraire des exemples de pratiques démocratiques présentes ou passées afin de démontrer qu'elle contient des germes précieux de démocratie⁵. » Un regard décoiffant et interpellant nous rappelant que rien ne doit jamais être pris pour argent comptant.

Paul Ariès, politologue français, rédacteur de quelques journaux militants (citons *Le Sarkophage* et *les Z-Indignés*), se penche lui aussi sur la crise de la démocratie et développe dans son dernier livre un éloge de la démocratie participative⁶. Mais lorsqu'il parle de démocratie participative, ce n'est pas pour évoquer cet alibi invoqué et récupéré à peu de frais par les professionnels de la politique afin de changer pour que rien ne change. Pour Paul Ariès, la puissance de l'égalité politique constitue le fondement de la démocratie, et pour lui, la meilleure réponse est le recours à la démocratie participative, qui permet de retrouver la « force de l'instituant face à l'institué, de ce qui s'invente face à ce qui meurt⁷ », contre la gouvernance qui est le gouvernement des organisations, par et pour les organisations. « Remettant en cause tout ce qui éloigne les citoyens de la politique, tout en rappelant la nécessité d'une représentation, Paul Ariès défend le caractère indépassable de la démocratie participative. Il recense et analyse toutes les tentatives allant en ce sens, nous démontrant que le grand enjeu de notre époque est de permettre à « chacun de prendre part, d'apporter sa part et de recevoir sa part. Il incite à s'inspirer des formes démocratiques déjà mises en place dans certaines villes et à en inventer de nouvelles, afin de faire de la politique à partir du quotidien, de rendre à l'oralité sa dimension fondamentale, d'inciter chacun à l'engagement⁸. » Ce qui permettrait de passer d'une culture victimaire, dirigée contre plus faible que soi (chasse aux chômeurs, expulsion



des demandeurs d'asile) à une culture visant à augmenter la puissance d'agir de chacun. À l'heure où des élections se profilent à l'horizon, force est de constater que « l'idéal type de la démocratie à la sauce libérale, la non-participation ou le déplacement de la sphère publique à la sphère privée⁹ » semblent en effet constituer les *leitmotiv* d'une campagne morne et insipide où le *storytelling* règne en maître (ne vivons-nous pas une époque *panastique* ?). Idéal qui se voit confirmé par les balivernes relatives à la prétendue fin de la politique couronnée par la création de gouvernements de technocrates ou d'union nationale.

Pour l'auteur, la démocratie participative serait l'équivalent dans le domaine politique de l'économie du don (donner-recevoir-rendre). Toutefois, pour permettre au plus grand nombre d'y prendre part, l'auteur affirme, citant Jacques Julliard, que « pour que la politique devienne quelque chose pour tous, il faudrait qu'elle cesse d'être tout pour quelques-uns ».

Un livre intéressant qui aurait mérité un vrai travail éditorial pour éviter de nombreuses redites.

¹ David GRAEBER, *La démocratie aux marges*, Paris, éditions du Bord de l'eau, 2014

² *Idem*, p. 80

³ Voir notre article : « Élections ou tirage au sort ? Aristocratie ou démocratie ? » in *Aide-mémoire* n°67, janvier-mars 2014.

⁴ David GRAEBER, *op. cit.*, p. 54

⁵ *Idem*, p. 23

⁶ Paul ARIÈS, *Nos rêves ne tiennent pas dans les urnes. Éloge de la démocratie participative*, Paris, Editions Max Milo, 2014

⁷ *Idem*, p. 16

⁸ Gilles ALFONSI, « Démocratiser la démocratie », <http://www.cerisesenligne.fr/article?id=4229>

⁹ Paul ARIÈS, *op. cit.*, p. 33

Un homosexuel collaborationniste

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Le résultat des élections municipales en France fin mars confirme que l'extrême droite est loin d'être moribonde. Partout en Europe, elle reprend force et vigueur s'appuyant sur le désarroi provoqué par des politiques ultralibérales quelle que soit la couleur politique des gouvernements. Retour en France, donc, avec cette chronique consacrée à une figure importante de la Collaboration des années 40-45.

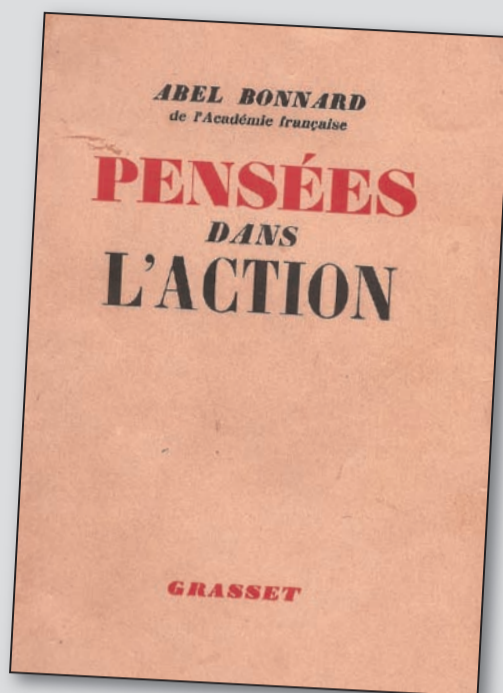
Abel Bonnard, un académicien homosexuel très à droite

La trajectoire d'Abel Bonnard est la fois classique d'un parcours au sein de la droite radicale et atypique. Atypique car Bonnard était homosexuel et ne s'en cachait pas, y compris sous l'Occupation. Ce qui, quand on connaît le discours envers les homosexuels tenus par l'extrême droite, et le sort que les nazis ont réservé à ceux qui étaient marqués par le triangle rose dans les camps de concentration, n'est pas sans poser de question. Nous avons déjà rencontré cette contradiction avec l'étude des écrits du rexiste Pierre Daye¹. Elle n'en reste pas moins une question ouverte qui est d'autant plus d'actualité que Steeve Briois, le nouveau maire FN de l'emblématique commune d'Hénin-Beaumont, est également homosexuel².

Bonnard est un homme du XIXe siècle. Né à Poitiers en 1883, il fait d'abord une brillante carrière littéraire comme poète et romancier au point d'être élu à l'Académie française en 1932. S'il en est radié à la Libération, cette sanction peut paraître assez opportuniste et de circonstance. En effet, adepte de Charles Maurras, Bonnard ne sera pas un collaborateur par opportunisme mais par conviction idéologique, lui qui, séduit par les idées de Georges Valois, évoluera vers le fascisme dès la fin des années 20, soit avant de devenir académicien, pour finalement quitter l'Action Française³ en 1935 et rejoindre le Parti Populaire Français de Jacques Doriot⁴. Collaborationniste de la première heure, Abel Bonnard deviendra en 1942 ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, poste qu'il occupera jusqu'à la Libération. Après avoir suivi les ultras de la collaboration dans l'aventure de Sigmaringen, il parvient à gagner l'Espagne où il décède en 1968.

Ses *Pensées dans l'action* sont un recueil de textes allant du 22 août au 28 novembre 1940⁵. Abel Bonnard s'inscrit donc dès le début à fonds dans la collaboration : « Nous devons donc souhaiter une collaboration loyale avec l'Allemagne, où nous lui prouverons notre importance par les forces de vie que nous tirerons de nous-mêmes. M. Marcel Déat a écrit sur ce sujet des articles aussi sensés que courageux, et moi-même j'écris celui-ci, parce que je crois que c'est mon devoir. Il faut que les Français connaissent dès maintenant ce bonheur que la République bourgeoise ne leur a jamais procuré, de travailler dans un ensemble où le balayer diligent, qui rend sa rue propre et nette, se sentira associé aux premiers serviteurs de l'État, pourvu que ces derniers soient ce qu'ils doivent être⁶. » Cet engagement dans la collaboration passe par un ralliement absolu à la figure du Maréchal Pétain, considéré comme LE chef qui, déjà sauveur de la France en 1917, lui apportera une seconde fois le salut : « Cela au moins est changé et il est d'abord satisfaisant que celui qui nous représente ne s'appelle pas Président, mais chef, c'est-à-dire qu'il ne soit plus un homme assis parmi des intrigues qu'il ne domine point, mais un homme debout devant une nation qu'il dirige. Le maréchal Pétain est si bien fait pour la fonction qu'il remplit qu'on ne conçoit pas qui pourrait y prétendre quand il est là. Quelle gloire est, chez nous, en ce moment, plus pleine et plus pure, plus solide et plus loyale que la sienne⁷ ? ». Un ralliement proche d'une dévotion irréaliste : « Tandis que résonnait cette voix du seul homme qui pût alors parler pour la France, j'ai vu des femmes pleurer, des hommes pâlir et je me suis dit que ceux qu'elle n'avait pas émus jusqu'au fond d'eux-mêmes ne vaudraient jamais rien pour notre pays⁸. »

Pétain va donc redresser la France qui, dans les années 30, était entrée en déliquescence avancée. Dans le contexte de la deuxième moitié de l'année 40, le ralliement au Maréchal et à la Révolution Nationale, passe également par une critique sans concession de celui qui se profile dès le 18 juin comme son principal opposant : « Quand certains de nos compatriotes en sont à refuser leur âme à Pétain, pour la prêter à de Gaulle, faut-il prendre de longs détours pour leur remontrer que peut-être ils feraient mieux d'écouter le meilleur des Français, au lieu d'écouter le pire de tous ? Lorsque des gens nous expliquent qu'ils abominent Reynaud et Mandel, la Franc-maçonnerie et la juiverie, et n'en font pas moins des vœux chétifs et crispés pour la victoire de l'Angleterre, qui, si seulement elle était possible, aurait pour effet de ramener et de rétablir tout ce qu'ils prétendent détester, faut-il leur insinuer qu'il y a peut-être dans leurs sentiments une légère contradiction⁹ ? ». Les Juifs, les francs-maçons... l'ennemi est connu et sans surprise¹⁰. Mais dans le contexte particulier de la publication de l'ouvrage, les attaques vont surtout se porter sur De Gaulle : « Au lieu d'obéir au Chef auguste de l'Etat, acclamer le général "moi", le traître horrible et avantageux qui se présente à la France barbouillée de sang français, il faut avouer qu'en fait d'insensibilité à la vraie grandeur, d'erreur et d'égarement, l'esprit bourgeois n'avait jamais fait mieux¹¹. » Ce



sang, c'est notamment celui des Français tués lors de l'épisode de la destruction de la flotte française à Mers-el-Kébir : « Comme ils doivent regretter la France, mais qu'un premier égarement a livré à un destin impitoyable, soldats dont le chef insulte le plus grand soldat qu'ait aujourd'hui la France, marins réduits à combattre avec les tueurs de Mers-el-Kébir. La propagande anglaise les appelle "la France libre". Il y a là une ironie d'une telle taille qu'on se demande si, par son énormité même, elle n'échappe pas au public¹². »

L'ennemi : De Gaulle, l'Angleterre mais surtout la démocratie

Mais De Gaulle n'est qu'un instrument, celui de l'Anglais qui de tout temps a été l'ennemi de la France : « L'Angleterre était un taureau auquel la France devait servir de cornes. De là la faveur marquée au Front populaire, qui nous mettait précisément dans l'état où l'on désirait nous voir (...) De là les égards, les soins, les cajoleries dont ces Anglais entouraient Léon Blum, qu'ils n'eussent pas souffert comme ministre chez eux, parce qu'il était l'instrument par lequel on pouvait manier la France (...) La France a suivi l'Angleterre dans la politique qui menait à la guerre et jusque dans l'acte de la déclarer : elle n'est passée devant que pour la faire¹³. » L'Angleterre qui ne ménage pas sa peine pour tromper les Français : « Chaque soir, la propagande anglaise nous répète, comme une formule irrésistible, les mots par lesquels on nous a longtemps tenus : Liberté, Egalité, Fraternité. Elle ne saurait croire à quel point nous sommes dépris d'une liberté qui n'était que l'indiscipline fastidieuse de l'individu, d'une égalité qui n'était partout que la préférence pour l'inférieur et pour le moins digne. Quant à la fraternité, il n'y en avait pas la moindre dans la République démocratique et bourgeoise. C'est dans la société hiérarchique et ordonnée de demain qu'elle existera¹⁴. »

Cette société hiérarchique et ordonnée est à l'inverse de ce que la démocratie a fait de la France : « Les qualités qui ont fait de la France une nation grande et charmante sont aux antipodes de tout ce que les Français sont devenus dans ces derniers temps, par l'effet de cette démocratie qui, sous l'oripeau d'une rhétorique menteuse, n'a pas d'autre fin que de pousser chaque homme plus bas qu'il n'était¹⁵. » C'est pourquoi, dans l'avenir, Bonnard espère que « Nous vivrons dans une organisation de hiérarchie, animés par un esprit de fraternité. (...) Dans la démagogie bourgeoise d'hier, ou bien les modérés vantaient au peuple les bonheurs de l'âme pour se dispenser d'apporter à son sort aucune amélioration matérielle, ou bien les révolutionnaires ne lui apportaient quelque amélioration apparente, bientôt annulée par la désorganisation générale, qu'en avilissant son âme¹⁶. » Il faut donc remettre de l'ordre, se tourner vers les éléments naturels : « Ce qui fait les sympathies et les parentés de toutes les grandes sociétés qui se sont manifestées (...) successivement dans le cours de l'histoire, c'est que, sous une différence d'organisation et de style, elles ont toujours pour éléments fondamentaux les mêmes valeurs humaines, la piété envers les ancêtres vérifiée par le respect envers les parents, l'amour du travail, le goût d'une noble obéissance, la modestie de la personne associé à l'orgueil de l'ensemble qui la nourrit, famille, race, nation¹⁷. » On le voit, le « Travail, Famille, Patrie » de Vichy¹⁸ n'est pas loin et la notion raciale est bien présente : « Aimer la vie, pour de vrais hommes, c'est se plaire à rejoindre les difficultés qu'elle leur propose. Cette forte race, la seule qui fasse exister les nations, est nombreuse encore chez nous, et tous ceux qui en sont apprennent peu à peu à se reconnaître, pour travailler dans le même sens¹⁹. »

Abel Bonnard n'est donc pas en décalage avec les auteurs déjà abordés dans cette chronique. On retrouve ainsi également dans ses écrits, la nécessaire symbiose entre les classes : « Un groupe de

jeunes bourgeois d'aujourd'hui qui ne contient pas aussi de jeunes paysans ou de jeunes ouvriers est incomplet et infirme. Il ne faut jamais oublier que, si gâté qu'ait été le peuple par la démocratie, les ressources suprêmes de la Nation sont en lui²⁰. » On retrouve aussi l'importance de la religion et de Dieu comme fondement naturel de la société. Nature vers laquelle il faut que la jeunesse, sur laquelle repose l'avenir, retourne : « Par la pratique intelligente et réglée des sports, elle deviendra plus saine, et même plus belle, car il y a dans ce sens beaucoup à gagner. En se rattachant à la campagne, elle rentrera dans le rythme universel, pour s'y retrouver plus calme et plus forte. Retourner à la nature est tout autre chose que ce qu'imaginaient les démagogues du Front populaire. La nature n'est pas un lieu où se vautrer et s'avachir. C'est la fête merveilleuse que Dieu nous donne et où Dieu se donne²¹. »

Tous ces changements nécessaires doivent donc permettre de se détacher des fausses valeurs de la gauche et de la démocratie : « Mais cette aversion pour la nouveauté, répandue chez nous dans tous les ordres, avait trouvé son expression typique dans un personnage où elle se manifestait au dernier point : c'était l'homme de gauche, ce démagogue bourgeois, ignorant de l'étranger, séparé du monde, cantonné et emprisonné dans un petit nombre de grands mots et qui, pour n'avoir jamais affaire à une réalité nouvelle, parlait toujours de progrès. La France échappée à tous ces mensonges aimera la nouveauté, non pas une nouveauté d'extravagance et d'incohérence, mais une nouveauté de jaillissement, non pas celle où l'on s'égarait, mais celle où l'on se retrouve ; nous changerons notre destin en revenant aux vérités qui ne changent pas²². » Ce changement profond ne pourra être que de nature révolutionnaire : « Quand il s'agit, pour une nation tout entière, de renaitre si elle veut vivre, la création d'un état honnête, noble et énergique est la condition nécessaire de tout renouvellement, et rien ne saurait se faire sans une révolution politique ; mais cette révolution elle-même ne peut prendre tout son sens que par la réforme de chacun de nous. Il faut que les deux choses arrivent concurremment et l'une par l'autre²³. »

Et comme toujours dans le discours d'extrême droite, cette mission sera l'œuvre de jeunes hommes résolus : « Un pays a besoin pour être grand d'un très petit nombre d'hommes qui aient des mérites rares et d'un très grand nombre qui aient des vertus simples. La France de ces derniers temps a duré sur ces vertus en les détruisant ; une oligarchie de profiteurs et de tripoteurs, qui ne prospéraient au haut de l'Etat que parce que d'honnêtes gens restaient à sa base (...) »²⁴ »

Sur la question de l'homosexualité et le nazisme, voir notamment :

- Le site officiel de l'association Les Oubliés de l'Histoire : www.lesoubliésdelhistoire.org/site/
- Michel DUFRANNE, Milorad VICANOVIC et Christian LEROLLE, *Triangle rose*, éditions Quadrants, 2011 (bande dessinée)
- Jean-Luc SCHWAB, Rudolf BRAZDA, *Itinéraire d'un triangle rose*, éditions Florent Massot, 2010
- La biographie de Pierre Seel : *Moi, Pierre Seel, déporté homosexuel*, éditions Calmann-Lévy, 1994

1 Sur Pierre Daye, voir « Léon Degrelle et le Rexisme » in *Aide-mémoire* n°23 de janvier-février-mars 2003 et « Le refus de la démocratie parlementaire » in *Aide-mémoire* n°37 de juillet-août-septembre 2006

2 Sur le FN français, voir « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-mémoire* n°56 d'avril-mai-juin 2011

3 Sur Maurras et l'Action Française, voir « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-août-septembre 2005

4 Sur Doriot, voir « L'anticommunisme d'un transfuge » in *Aide-mémoire* n°59 de janvier-février-mars 2012

5 ABEL BONNARD, *Pensées dans l'action*, Paris, Grasset, 1941

6 Pp. 22-23. Sur Marcel Déat, voir « Du socialisme au fascisme » in *Aide-mémoire* n°41 de juillet-août-septembre 2007

7 P. 69

8 P. 48

9 P. 102

10 Voir notamment « Antisémisme et anticommunisme. Les deux mamelles de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°63 de janvier-février-mars 2013

11 P. 114

12 P. 12

13 P. 15

14 P. 20

15 P. 29

16 P. 93

17 Pp. 65-66

18 Voir « Travail-Famille-Patrie » in *Aide-mémoire* n°49 de juillet-août-septembre 2009

19 P. 85

20 P. 121

21 P. 124

22 P. 65

23 P. 40

24 P. 57



Avec le soutien de la Région Wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Ville de Liège, de l'Enseignement communal liégeois, de la Province de Liège, du Service des Affaires Culturelles de la Province de Liège et de l'Enseignement de la Province de Liège, du Centre funéraire de Robermont, du Groupe Graphique Chauveheid, de l'Union Liégeoise des Prisonniers Politiques et de l'Association Ernest De Craene.



**Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes**

Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anhée, Ans, Anthisnes, Arlon, Assesse, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussinnes, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Faimes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Gedinne, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Hamois, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Leuze-en-Hainaut, Liège, Limbourg, Lincet, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombrefre, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Tinlot, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Welkenraedt, Woluwe-Saint-Lambert, Yvoir

Les provinces
Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur

Le mot de la Présidente

Par **Dominique Dauby**

À la veille des élections du mois de mai 2014, comme nous le faisons lors de toute élection depuis de nombreuses années, les Territoires de la Mémoire appellent à porter le triangle rouge. Et plus encore, à en expliquer l'histoire et le sens. Dans les camps nazis, les opposants politiques devaient porter ce triangle et nous voulons nous souvenir de leur engagement démocratique, appeler à la plus grande vigilance face aux idées d'extrême droite. Aux idées, pas seulement aux partis qui s'en revendiquent clairement.

Le premier tour des élections municipales françaises se termine et déjà, nous savons que le FN fera un excellent score. Faut-il vraiment s'en étonner ? S'étonner du taux record, un de plus, des abstentions ? Pourquoi la France échapperait-elle au feu qui couve en Europe ? À quoi nous attendre en Belgique au mois de mai 2014 ?

Les projets qui nous sont proposés relèvent-ils de la solidarité ? La démocratie, qu'Edwy Plenel qualifie de scandale dans l'Histoire parce qu'elle permet à n'importe qui, c'est-à-dire à chacun/e, de se mêler de tout, est-elle vraiment au cœur des ambitions politiques ?

Quand les politiques d'austérité traquent les abus au nom de la bonne gestion des finances publiques, de qui, de quoi parle-t-on ? Des étrangers qui viendraient faire du tourisme social, au nom de quoi nous pouvons les emprisonner dans des centres fermés, des demandeur/euses d'emploi qui ne seraient pas assez « pro-actif/ves » au nom de quoi, face aux entreprises qui ferment, nous les excluons du droit aux allocations de chômage ?

Fin 2007, un grand patron français, affirmait « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance »... en clair, renoncer, notamment à un plan complet de protection sociale garantissant l'accès aux besoins essentiels pour tous les citoyens.

En portant le triangle rouge, nous refusons ces logiques d'exclusion. Sans nier la complexité du monde dans lequel nous vivons, nous affirmons notre volonté d'une démocratie vivante qui fait le pari de la participation de toutes et tous au débat. En rendant hommage, le 21 mars 2014, aux rescapés des camps qui ont participé à la création des Territoires de la Mémoire, Paul Brusson, Guy Melen, René Deprez, nous avons pris cet engagement : poursuivre leur combat. Le triangle rouge en est le symbole. ●●



Le Triangle Rouge, nous continuons à le porter ! Et vous ?

Par **Deborah Colombini**

Racisme, populisme xénophobe, islamophobie, homophobie et, de surcroît, banalisation des discours liberticides rappellent une fois encore que le combat contre les idées d'extrême droite reste malheureusement une nécessité et, pour Les Territoires de la Mémoire, demeure une priorité. La résistance et la lutte contre toute atteinte à nos libertés fondamentales est une des préoccupations originelles des Territoires de la Mémoire et, en vingt ans d'observation, nous avons vu l'extrême droite adapter son discours néanmoins encore, toujours et vraisemblablement à jamais basé sur le rejet, les discriminations, l'exclusion, l'inégalité entre les uns et les autres.

Aujourd'hui donc, le discours a changé... C'est un fait. Les propos d'une Marine Le Pen sont, à ce jour, autrement plus subtils que ceux de son patriarche. Le racisme primitif qui établissait une hiérarchie des races fondée sur des préceptes « biologiques » ne sont plus d'actualité... en tout cas pas ouvertement. On lui a en effet d'abord préféré un racisme plus « culturel », plus politiquement correct qui visait non pas à affirmer la supériorité d'une « race » sur une autre, mais plutôt, sinon la supériorité d'une culture sur l'autre, du moins l'évidente incompatibilité qui existerait entre elles. Mais ça, c'était avant ! Car, depuis lors, après le « racisme biologique », en plus du « racisme culturel », c'est une nouvelle forme de racisme qui a vu le jour : le « racisme socio-économique ».

Simple et efficace, sa rhétorique consiste à associer le rejet des étrangers et la sauvegarde de notre système social ; il ne s'agit donc plus de s'attaquer aux immigrés pour des raisons purement raciales mais en vertu d'un idéal plus consensuel : le maintien de notre modèle de protection sociale¹. Évidemment, en période de crise, à l'heure où chacun redoute le grignotage progressif des conquêtes sociales, l'argument fait mouche. Pourtant, ces récriminations ne résistent pas longtemps à l'observation et à l'analyse de la réalité. Les minima sociaux restent effectivement soumis à des conditions drastiques d'octroi : résider en

Belgique de manière habituelle, permanente et légale ; être majeur ou assimilé ; prouver sa disposition au travail. Or, faut-il rappeler que l'immigration légale est stoppée depuis 1974, que le droit d'asile est un véritable parcours du combattant et que, même au sein de l'espace Schengen, les ressortissants ne peuvent demeurer plus de trois mois dans un pays qu'à condition d'avoir obtenu un permis de travail... et un boulot. Bref, prétendre que l'immigration constitue une menace pour notre système social est tout bonnement sans fondement, ce n'est là qu'un procédé d'instrumentalisation de l'opinion publique ! Mais, une fois de plus, pour résoudre des problèmes extrêmement complexes, il est tellement plus aisé, tellement plus confortable pour l'esprit de croire en des solutions aussi simplistes qu'irréalistes qui ne résoudront pourtant rien.

Ne soyons donc pas dupes ! À mille et une reprises, l'incohérence des propositions extrémistes et nationales-populistes ont été démontrées ; il nous reste maintenant à la (ré)affirmer et à s'en insurger. Comment ? Notamment en portant le Triangle Rouge qui, plus qu'une indignation, est un véritable signe d'engagement et de ralliement aux valeurs démocratiques ; le porter, c'est s'afficher démocrate, c'est dire NON aux idées liberticides.

Plus d'informations sur www.trianglerouge.be ●●

¹ Alexis SPIRE, « Xénophobes au nom de l'État social », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013, consulté le 10 mars 2014 sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/12/SPIRE/49901>.

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Education à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard d'Avroy, 86 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Dominique Dauby • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Dominique Dauby, Henri Deleersnijder, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • Impression : Sabel Print • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. •ISSN 1377-7831